PARTI SOCIALISTE
Conseil national du mardi 27 mars 2001

Sommaire

La présidente (Sylvie Guillaume) 1
Philippe Bassinet 1
François Hollande 11
François Simon 19
Daniel Vaillant 22
Henri Emmanuelli 28
Gérard Collomb 32
Laurent Fabius 35
Julien Dray 40
Lionel Jospin 44

La séance est ouverte sous la présidence de Sylvie Guillaume.

La présidente (Sylvie Guillaume)

Chers camarades, nous allons commencer ce Conseil national qui se tient juste après des échéances extrêmement importantes, sur lesquelles nous aurons largement l'occasion de débattre ce soir, à la fois sur l'analyse des résultats, sur les conséquences de notre implantation locale, sur les enseignements politiques qu'il faut en tirer, de même que nous saurons tirer un premier bilan de l'application de la loi sur la parité.

Je vais demander tout de suite à Philippe Bassinet de se rendre au micro et d'entamer ce Conseil national.

Philippe Bassinet

Il me revient d'introduire ce Conseil national consacré à l'examen des résultats des élections municipales et cantonales qui viennent d'avoir lieu et, bien sûr, aux enseignements à en tirer. Je le ferai brièvement.

Un ouvrage récent est venu rappeler opportunément à ceux qui l'avaient oublié que, sous la Vème République, les élections locales municipales, celles qu'on appelle les élections intermédiaires, sont toujours difficiles pour la majorité gouvernementale.

La Direction nationale du Parti Socialiste, son Premier Secrétaire, n'avaient cessé de mettre en garde tout au long de la campagne d'avant premier tour contre les illusions engendrées par une lecture rapide des sondages.

Les résultats, vous les connaissez.

En termes de participation tout d'abord.

Au premier tour des municipales, le 11 mars dernier, le taux d'abstention a atteint un record de 32,75%, contre 36% au premier tour des élections de 1995 et 27,20% au premier tour des élections de 1989. Jamais il n'avait été aussi haut

Fondation Jean-Jaurès

pour des élections municipales. Ce chiffre global de 32,7% recouvre plusieurs réalités très différentes.
Tout d'abord, un taux d'abstention très différent entre les villes et les campagnes. Le taux d'abstention dans les villes de plus de 3 500 habitants est plus élevé, presque 39%. Le taux d'abstention dans les villes de moins de 3 500 habitants est bien évidemment plus faible, de 23,5%. Mais également un taux d'abstention différent dans les villes entre les villes à enjeu médiatisé et les autres.
A Paris, à Lyon, à Toulouse, les électeurs se sont davantage mobilisés, mais pas dans les villes, qu'elles soient détenues par la droite ou par la Gauche, où l'alternance semblait a priori exclue. La participation a été faible, beaucoup plus faible que les 32,7%.
En règle générale, la participation aux élections municipales est corrélative à la plus ou moins grande politisation nationale du scrutin.
Rappelons-nous qu'en 1977 et en 1983, marquée par la volonté de l'électorat de sanctionner la majorité gouvernementale, la participation avait été massive, avoisinant les 80%. A l'inverse, les scrutins qui ont suivi ceux de 1989 et de 1995, qui se sont déroulés d'abord autour des enjeux politiques locaux, ont connu une abstention nettement plus forte, autour de 30%.
Le premier tour du scrutin est dans la continuité des scrutins de 1989 et 1995.
Le taux d'abstention générale du second tour n'a pas grande signification. Il faudrait recalculer celui du premier tour pour les seules communes concernées. Il y a eu, en règle générale, accroissement de participation important, surtout là où le résultat apparaissait incertain. Mais il n'est pas évident que la mobilisation ait été égale dans les deux camps.
Pour ce qui est des cantonales, l'abstention au premier tour est de 34,4%. Elle est de 43,8% au second tour. Mais il conviendrait de descendre à un niveau plus fin d'analyse. En effet, sur les quelques villes où nous avons pu regarder, nous constatons, comme cela a déjà été le cas dans le passé, une moindre mobilisation électorale dans les bureaux populaires de gauche, là où, en général, la Gauche fait ses meilleurs scores. On peut faire les meilleurs scores dans les bureaux de vote et avoir la participation la plus faible dans ces bureaux de vote. De la même façon, il serait intéressant, pour un échantillon de villes à choisir, de connaître la participation électorale par tranche d'âge au regard du résultat intervenu.
En termes de résultats généraux, en termes de bilan, si nous regardons les municipales, nos gains sont supérieurs à ce que nous pouvions espérer. Si l'on nous avait annoncé avant le premier tour la victoire de la Gauche à Paris, à Lyon, à Dijon, mais aussi à Salon-de-Provence, Rochefort, Ajaccio, Le Puy-en-Velay, Villeneuve-sur-Lot, Agen, Saumur, Maubeuge, Auxerre, Brétigny-sur-Orge, Palaiseau, Clamart, Sevran, Les Lilas, Villeneuve-Saint-Georges, Eaubonne, pour les seules villes de plus de 20 000 habitants, nous aurions signé tout de suite, ou du moins de manière générale !
Mais nos pertes sont largement plus importantes que ce que nous avions raisonnablement estimé et pressenti avant le 11 mars. Dans nombre de cas, elles paraissent injustes et elles le sont. Pour autant, elles sont parfois explicables.

21 villes de plus de 20 000 habitants gagnées. Mettons de côté Paris et Lyon qui ne peuvent se définir ainsi. Dans les 19 autres villes où la Gauche a gagné, il y avait une liste rassemblant l'ensemble de la Gauche plurielle dans 11 villes. Dans 4 autres, la fusion entre toutes les listes de gauche s'est réalisée au second tour dans de bonnes conditions. Par conséquent, 19 villes gagnées, 11 listes, rassemblement total au premier tour, 4 fusions au second tour dans de bonnes conditions. D'une manière générale, un large rassemblement dans de bonnes conditions.

Sur ces 19 villes, 15 ont aujourd'hui un maire socialiste et 4 autres (dont Ajaccio, Sevra, Villeneuve-Saint-Georges) ont respectivement un maire Divers gauche, Vert, communiste, et Radical de Gauche.

Sur les 47 villes de plus de 20 000 habitants perdues par la Gauche, 28 avaient un maire socialiste, 16 un maire communiste, 2 un divers gauche et 1 un PRG.

Dans 13 de ces villes, nous pouvons constater que la Gauche était majoritaire sur le papier au soir du premier tour, mais cela n'a pas su ou pas pu provoquer une mobilisation semblable à celle de la droite.

Sur ces 47 villes, il n'y en avait que 14 dans lesquelles il y avait une liste de Gauche plurielle au premier tour rassemblant l'ensemble des formations. Par conséquent, il y en avait 33 dans lesquelles le rassemblement s'est mal opéré ou ne s'est pas opéré du tout. Et pour autant, il ne s'agit pas de villes qui avaient été gagnées toutes en 1977 ou même en 1983, encore qu'en 1983 les gains avaient été réduits à une seule unité.

12 de ces villes avaient été gagnées en 1995, parfois en triangulaire et même en quadrangulaire. La baisse sensible du Front National, de l'extrême droite, s'est traduite par la disparition de triangulaires. Nous ne pouvons que nous réjouir de cette baisse de l'extrême droite, mais si parfois, électoralement, cela a eu telle ou telle conséquence.

Dans 10 autres villes, le maire passait le témoin et, manifestement, cela ne s'est pas fait dans des conditions qui ont suffi à rassembler. Mais, plus grave, dans les 28 villes où la tête de liste était socialiste, il y en a un tiers dans lesquelles les divisions entre socialistes étaient publiques, patentes, et l'on en trouvait les traces dans la presse.

Dans 6 de ces villes à direction socialiste, il avait été refusé, du fait du Parti Socialiste, l'alliance avec tel ou tel de nos partenaires au premier tour et parfois même au second.

Lorsque la fusion s'est réalisée entre les deux tours, elle a coûté beaucoup plus cher que ce qui était demandé avant le premier et, de toute façon, elle n'a pas été opérante. Cette fusion n'a pas toujours permis que se retrouve l'intégralité des voix de gauche qui existaient au premier tour.

Par conséquent, les conditions du rassemblement, lorsqu'il a été réalisé, ou l'absence de rassemblement, a manifestement pesé sur le résultat dans telle ou telle localité.

Enfin, il faut souligner que dans quelques cas, convaincus de l'emporter, la campagne des socialistes n'a pas été à la hauteur de ce qu'il aurait fallu.

Fondation Jean Jaurès

Ces chiffres que je viens de citer illustrent que gains et pertes ne se répartissent pas de la même manière entre les diverses formations politiques, cela est une évidence.
Les Verts ont progressé. Bien sûr, ils partaient de très bas. Néanmoins, dans la non union observée avant le premier tour, les responsabilités n'étaient pas toujours de leur côté. En revanche, leur refus de fusionner et le maintien de leurs listes a coûté des villes à la Gauche. A Epinay-sur-Seine à coup sûr, à Villepinte certainement, à La Seyne vraisemblablement, et je ne parle que de villes détenues par la Gauche et perdues, je ne parle pas des villes qui auraient pu être gagnées dans de bonnes conditions de rassemblement.
Nous ne pouvons pas accepter que cela se renouvelle et que l'alliance soit seulement à la carte ou qu'ils jettent des exclusives sur tel ou tel de nos candidats.
Les communistes ont beaucoup perdu, ce qui est grave pour le Parti Communiste et, par conséquent, peut toucher l'ensemble de la Gauche. Le communisme municipal est touché, sérieusement touché. Le Parti Communiste disparaît totalement de la carte électorale de nombreux Départements. En étant avec nous, les communistes espéraient sauver nombre des villes aujourd'hui perdues. Leur implantation (35 villes de plus de 20 000 habitants) est aujourd'hui ramenée à ce qu'est devenue leur influence électorale. Pour autant, sans Gauche plurielle, il ne resterait, pour le Parti Communiste, pratiquement plus d'implantation électorale.
Quelques remarques.
Il y a eu des listes associatives, celles qu'une certaine presse souligne toujours avec empressement. Ce n'est pas un phénomène nouveau. Ce qui est nouveau, c'est le type de listes. Et en zone urbain, ces listes ont parfois concurrencé les listes vertes.
Enfin, notons que dans nombre de communes où elles se présentaient, les listes d'extrême-gauche trotskistes ont réalisé des scores supérieurs à 5%, parfois même à 10% et cela sur des programmes d'hostilité affirmée à ce que nous sommes. Enfin, la porosité entre la droite et l'extrême-droite s'est constatée une fois de plus.
Pour ce qui est des cantonales -et j'irai rapidement - il y avait 1 452 candidats socialistes, 29 candidats UDC soutenus par le Parti Socialiste, 80 candidats communistes soutenus dès le premier tour par le Parti Socialiste, 53 candidats radicaux de gauche soutenus dès le premier tour par le Parti Socialiste et 63 verts.
J'ajouterai qu'il y avait également 132 candidats divers Gauche soutenus par le Parti Socialiste mais aussi 114 cantons dans lesquels il n'y avait pas de candidat socialiste ou de candidat soutenu par le Parti Socialiste.
Ces résultats se retrouvent sur le résultat global du Parti Socialiste. Tout à la fois parce que nous avons soutenu cette année plus de candidats qu'en 1994, la série correspondante dès le premier tour, donc nous avons moins de candidats et par ailleurs il y a plus de cantons dans lesquels il n'y avait pas de candidat. La gauche a progressé par rapport à la même série de 1994.

Fondation Jean Jaurès

Le Parti Socialiste fait un score global en métropole de 22,43%, c'est-à-dire dans son rapport à la série de 1994 un point de moins. Ce qui s'explique, encore une fois par le grand nombre de candidats soutenus par le Parti Socialiste dès le 1er tour.
L'ensemble de la Gauche progresse de plusieurs points et se retrouve à un total d'environ 47%, largement supérieur à celui de la série correspondante. La droite a également progressé car l'extrême-droite a baissé, néanmoins il faut bien noter, parce qu'il est plus facile de présenter un candidat aux cantonales, chacun le sait, qu'une liste aux municipales, que réunis les candidats d'extrême-droite font un peu plus de 10% et que s'ils ont baissé ils existent encore durablement dans tout le paysage politique. 10%, ils ont baissé, donc il y a eu moins de triangulaires. Les désistements se sont opérés en général de manière satisfaisante et à l'intérieur de la Gauche seules deux catégories de conseillers généraux ont progressé, les verts, qui sont passés de 3 à 13, cela était attendu, mais plus surprenant, les divers gauche qui ont progressé de plusieurs dizaines et il faut quand même regarder -j'invite les premiers secrétaires fédéraux à le faire - de près ces situations parce qu'elles recouvrent des réalités diverses des élus de gauche qui veulent bénéficier des avantages du Parti Socialiste sans en suivre la discipline mais aussi parfois des candidats divers gauche qui étaient les meilleurs candidats mais qui n'avaient pas été les candidats investis, ils l'ont démontré en se présentant et en gagnant.
Enfin, nous avons là, sur la moyenne des cantons, et par conséquent pour nombre de communes, un champ d'expérience en vraie grandeur : de l'élection municipale à l'élection cantonale, le comportement de l'électeur n'est pas toujours le même et je pourrais citer telle ou telle ville dans laquelle soit la Gauche est battue et l'ensemble des conseillers généraux de gauche sont élus, soit telle ou telle autre ville où les résultats sont inversés, entre les têtes de liste de gauche et de droite. Par conséquent le comportement des électeurs n'est pas systématiquement le même à chaque élection.
Cela montre bien que la réponse des électeurs a d'abord été la réponse à une élection locale. C'est par rapport aux enjeux locaux, aux aspirations locales qu'ils se sont déterminés.
Alors reste la question de l'identification politique lors d'une élection locale. C'est une question ouverte.
Ce souci de proximité répond certes à une demande mais encore convient-il de valoriser ce qu'est une politique locale de gauche et les discours sur la proximité ne sont pas toujours perçus dans cette identification de façon claire.
Voilà ce que je voulais dire en guise d'introduction au débat général. Certes j'ai quelques réponses mais elles sont de nature personnelle alors que je présentais ce rapport au nom du secrétariat.
(Applaudissements).

La présidente - A l'intention des gens qui n'ont pas trouvé de place je leur signale une nouvelle fois que la mezzanine est ouverte et en tout état de cause il

va falloir qu'ils se poussent un peu puisque nous allons faire rentrer la presse et d'abord les photographes… le photographe…
(Applaudissements)

Lionel Jospin - C'est l'avant-garde.
(Interruption pour photographes et télévisions)

La présidente - Je vais vous demander de nous laisser et je vais donner la parole à François Rebsamen, Maire de Dijon.
(Applaudissements)

François Rebsamen
Merci à tous pour cet accueil… cela change un peu, d'habitude c'était dans l'autre sens, on gagnait au niveau national et on perdait à Dijon et là, à Dijon, on a fait un boom.

François Hollande - On peut garder les caméras !

François Rebsamen - Cela ne les intéresse pas trop d'ailleurs.
Moi aussi j'ai un petit rapport statutaire à vous présenter. Je voudrais d'abord indiquer que le secteur des fédérations a envoyé à toutes les fédérations une demande d'analyse des résultats électoraux municipaux et cantonaux. Toutes les fédérations ont répondu, donc je voudrais les remercier. C'est une mine de travail, de réflexions, de documents, nous n'avons pas encore eu le temps de les trier. Un rapport synthétique en sera fait, il vous sera transmis, communiqué et sera présenté au Bureau national. Donc merci aux Premiers fédéraux et aux fédérations qui ont fait cet effort d'analyse important.
J'en ai sorti juste, par hasard, une réflexion parce que je crois qu'elle résume bien les choses, elle est faite par la fédération de Haute-Garonne… (applaudissements)… il est dit : "Dans toutes les villes gagnées sur la droite, la Gauche plurielle s'est présentée unie dès le 1er tour, dans toutes celles que nous avons perdues et où nous étions sortants on constate soit une division interne au niveau du Parti Socialiste soit une absence d'alliance au premier tour de la Gauche plurielle."
Je crois que ces deux phrases là résument bien le résultat de ces élections.
Moi j'ai à vous présenter un rapport, j'allais dire pour vous détendre, dont vous avez l'habitude; il faut bien le présenter un peu quand même. C'est celui qui concerne la fédération du Calvados… oui, j'en étais sûr… mais soyons sérieux.
François Hollande m'a confié la tâche la semaine dernière au Bureau national de rencontrer avec les membres de la Direction les responsables de deux fédérations, la fédération du Calvados et la fédération de la Réunion où nos résultats n'ont pas été brillants, on va dire les choses comme cela, et où ces résultats proviennent souvent de divisions que l'on a connues ces derniers temps.
Nous avons eu tout à l'heure une réunion de travail, je vais vous en rendre

Fondation Jean-Jaurès

compte rapidement pour vous dire les conclusions auxquelles nous sommes arrivés et dont je vous demanderai de me donner acte.
D'abord nous avons bien constaté avec l'ensemble des parlementaires présents et des responsables fédéraux que c'est la longue suite de divisions qui a entraîné la perte de la ville de Lisieux, la perte de la ville d'Hérouville et peut-être le non gain de la ville de Caen. C'est un résultat qui est incontestable.
L'ensemble des parlementaires et premiers fédéraux ont décidé, et je le crois pour la première fois, de se tourner vers l'avenir. L'avenir c'est les élections nationales qui se dérouleront l'année prochaine. Je vous rappelle que dans ce département, la Gauche détient 5 sièges sur 6, il est donc important de se rassembler et de faire taire les querelles passées et donc de remettre en marche la fédération.
Nous avons donc acté tous ensemble à l'unanimité 5 propositions dont je vous demanderai de me rendre acte :
1° - La délégation propose de conforter la direction fédérale sortante dont le premier fédéral a été élu au mois de janvier, Jean-Guy Lecarpentier, à la suite du Congrès.
2° - De faire, sous la responsabilité de la Direction du secrétariat aux fédérations une opération de transparence des cartes et donc nous allons écrire à l'ensemble des militants pour vérifier la réalité de leur adhésion et la sincérité de leur adhésion afin d'établir une nouvelle liste incontestable d'adhérents de cette fédération.
Troisièmement, nous bloquerons les adhésions, toute nouvelle adhésion dans cette fédération, jusqu'aux élections législatives.
Quatrièmement, pour les élections législatives, après débat en Conseil fédéral, les investitures seront données par la Direction nationale du Parti sur ce département.
Enfin, une nouvelle liste de militants étant établie, un congrès extraordinaire sera organisé après les élections nationales, après le mois de juin de l'année prochaine 2002, afin de faire voter ces adhérents ainsi confortés.
Voilà les conclusions de ce groupe de travail, de cette commission, je voulais vous en donner acte.
Je vais outrepasser mes droits, je ne vais pas faire comme Philippe Bassinet, je vais à titre personnel vous donner un sentiment sur les élections municipales, et je m'inscrirai donc pas dans le débat.
J'ai le sentiment, je suis modeste, on n'a pas à être donneur de leçon, on a gagné à Dijon, perdu à Caen, c'est une ville où Chirac avait fait 55% aux élections de 1995, ce qui prouve donc qu'il n'y a pas de vague nationale comme on pouvait le dire ou comme on a pu l'écrire ici ou là, pas de vague bleue nationale en tous les cas.
Je pense qu'adossé à un bon bilan gouvernemental, il ne fallait pas se tromper d'élections. C'était des élections municipales, et le choix local primait beaucoup plus que tout l'impact national.
C'est d'ailleurs les conclusions qu'on devrait en tirer pour demain et après-demain parce que, quand la politique nationale disparaît des élections

municipales, le choix local se renforce et même se sur-renforce et les divisions, alors, on les paie comptant.
Parce qu'on n'est plus adossé à une politique nationale et à des références nationales, je crois qu'il faudra en tenir compte. On a tous fait ce qu'on pouvait pour qu'il y ait le moins possible demain de divisions, et quand je parle de divisions, je ne parle pas que des divisions internes, je parle aussi de la capacité souvent de fédérer, de rassembler l'ensemble de la Gauche.
Je voudrais dire en terminant deux ou trois choses :
Je pense que, sur le bilan gouvernemental, la traduction qu'on en a ressenti, c'est qu'autant sur la partie sociétale la réponse est tout de suite bonne sur la partie de l'électorat classe moyenne - classe supérieure, autant je pense que l'ensemble des mesures sociales qui ont été prises par le gouvernement ont besoin de plus d'explications parce qu'elles pénètrent beaucoup moins vite l'électorat populaire que les mesures sociétales, pour des raisons tout simplement d'accès à la formation de couches différentes, et je crois que l'on doit en tenir compte.
Enfin, c'est une nécessité d'explication sur l'ensemble de ces mesures.
Je terminerai en disant que la fusion de l'électorat droite et extrême droite s'est faite assez facilement sur le problème de la sécurité. Cela préjuge sans aucun doute de ce qui se passera demain, j'en suis sûr, pour des élections nationales.
Je crois que nous avons à prendre en compte, c'est déjà pris en compte, le fait de proposer des choses concrètes, encore plus concrètes dans ce domaine parce que c'est celui qui permet, surtout dans les villes à problème, dans les villes du sud de la France, de fusionner le plus rapidement les électorats de droite et d'extrême droite.
C'est le même électorat bien souvent. Je pense à ce que me disait Christian Martin entre les deux tours à Draguignan où il a bien vu qu'avant il affrontait 20 à 25% de la droite, il affronte maintenant 50% de l'électorat droite et extrême droite confondues sur un certain nombre de thèmes.
Voilà, à titre personnel, ce que je voulais vous dire rapidement, et je vous promets que vous aurez bientôt la synthèse de tout le travail fait par les Premiers Fédéraux.
Merci.
(Applaudissements)

La présidente - Merci François.
Troisième intervention : Michèle Sabban.

Michèle Sabban
Mes chers camarades,
Je tiens, avant tout propos sur les résultats de la loi sur la parité à saluer en votre nom Yvette Roudy.
C'est en effet grâce à son combat politique, mené pendant tant d'années au sein de notre parti, puis à partir de 1981 au sein du gouvernement, poursuivi ensuite au Parlement, au sein de l'assemblée des femmes et dans de nombreuses instances, que nous avons dans notre pays, à l'initiative de Lionel Jospin, une loi

permettant l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électifs et donc la parité.
C'est grâce à ce combat que nous avons aujourd'hui, et que nous aurons demain plus de femmes dans la vie publique et politique de notre pays.
Je tiens aussi à la saluer ainsi que Catherine Trautmann après les résultats des municipales à Lisieux comme à Strasbourg que nous connaissons et qui sont intervenus après deux mandats, deux excellents bilans et un bon programme.
Nous le savons tous, ce sont des trahisons qui ont fait tomber Yvette et Catherine, des adjoints, désormais exclus de notre parti.
C'est aussi, sans aucun doute, deux hommes qui n'ont pas accepté qu'une femme ait la responsabilité d'une ville.
(Applaudissements)
Permettez-moi de féliciter toutes celles qui ont mené au nom de notre parti, de beaux combats et de bonnes campagnes municipales ou cantonales.
Mon propos sera avant tout de lire les résultats des élections municipales et cantonales à travers le prisme de la parité.
Ce qui nous intéresse tout particulièrement, c'est que ces élections étaient la première occasion de tester l'efficacité de la loi sur la parité, pour les municipales, et son impact sur les mentalités, et sur l'électorat.
Le ban d'essai de la loi a-t-il été convainquant ?
A-t-il permis l'arrivée de plus de femmes dans la vie publique ?
La réponse est oui.
Oui parce qu'il y a deux fois plus de femmes élues qu'en 1995.
Oui parce que plus de 38000 femmes arrivent dans les conseils municipaux, soit :
47,5% dans les communes de plus de 3 500 habitants,
47,4% pour les communes de 3 500 à 9 000 habitants,
47,3% pour les communes de 9 000 à 30 000 habitants,
48% pour les communes de plus de 30 000 habitants.
Ceci est remarquable puisque, en une seule élection, l'égalité entre les hommes et les femmes est pratiquement acquise ; en 1995, le pourcentage de femmes élues n'atteignait pas 22%.
Ce que nous souhaitions au travers de cette loi, c'est que les femmes arrivent massivement dans les lieux d'exercice du pouvoir, surtout dans les conseils municipaux.
C'est chose faite !
Par contre, il est frappant de noter que les conseils généraux, élus au scrutin uninominal, auquel la loi ne s'applique pas, ne voient arriver que 189 femmes soit 9,8% contre 7,9% en 1998.
Mes chers camarades, gardons constamment à l'esprit que nous serons jugés sur nos actes. A nous de prouver que nous menons à bien les projets que nous avons proposés et majoritairement votés.
Je tiens à profiter de cette tribune pour faire un point sur l'application de cette loi pour les prochaines législatives.

Collection Jean Jaurès

A la demande de François Hollande, et dans un souci d'efficacité, nous avons ouvert le chantier des circonscriptions réservées femmes depuis plusieurs semaines.
Nous avons fixé un cadre que nous respecterons en liaison avec les fédérations :
- Maintien des 165 circonscriptions réservées de 1997.
- Les successions : tout sortant ne se représentant pas sera remplacé par une femme.
- Le Parti Socialiste présentera 40% de candidates.
La parité a été portée par nous. C'est le gouvernement de Lionel Jospin qui l'a fait voter alors que la droite s'y est opposée systématiquement, surtout au Sénat.
La présidente du RPR évoquait la parité comme un gadget politique plutôt qu'un enjeu de société.
Paradoxalement, on peut donc déjà affirmer que, pour le nombre de femmes élues maires, c'est aux femmes de droite que le mouvement a le plus profité lors des élections municipales. Elles doivent plus leur promotion à la Gauche qu'à Mme Alliot–Marie.
Sur la composition des exécutifs municipaux, sur les premiers résultats que nous avons, ce sont des situations très variables. Beaucoup de nos municipalités dépassent les 40% et la palme revient, il est vrai, à Paris, où Bertrand Delanoë a su imposer la parité et même au-delà dans son exécutif.
(Applaudissements)
Est-ce que la parité a influencé les mentalités de notre électorat ?
Ces résultats nous amènent à nous interroger sur la désaffection relative qui semble avoir joué un rôle dans la démobilisation de notre électorat populaire.
Beaucoup de femmes se retrouvent dans les milieux populaires, ne serait-ce qu'en raison de leurs salaires et de leur déroulement de carrière qui, comme vous le savez, sont encore inférieurs à ceux des hommes. Elles sont aussi plus touchées par le chômage et la précarité.
Pourquoi se sont-elles si peu déplacées pour élire nos candidates et nos candidats ? Pourquoi n'ont-elles pas choisi de les rendre porteuses et porteurs de leurs requêtes ?
Pour le comprendre, il faut se pencher sur la stratégie adoptée par la droite à l'occasion de ces élections locales : la droite a su mieux donner l'impression d'être sur le terrain, de s'intéresser aux questions locales et du quotidien, qui est devenu la première préoccupation, surtout dans les milieux populaires.
Notre Parti ne manque pas de vocation en matière sociale.
Simplement, il les a exprimées à travers des lois nationales dont la portée, quoique considérable, n'a sans doute pas été perçue à sa juste valeur.
Il suffit de citer les dispositions prises :
- Pour améliorer l'égalité en matière professionnelle,
- En matière d'accès à la formation professionnelle qui ouvre la porte du marché du travail,
- Pour lutter contre la violence conjugale,
- Pour encadrer le travail de nuit des femmes…

Un travail remarquable a été accompli. Peut-être faut-il mieux le valoriser. Mais a-t-il été perçu par ces femmes qui, au quotidien, sont confrontées aux bas salaires, souvent accompagnés d'un temps partiel subi, aux manques de structures d'accueil des jeunes enfants, malgré les dispositions gouvernementales, aux heures d'attente aux urgences dans les hôpitaux, à l'insécurité dont elles sont le plus souvent les victimes, pour ne prendre que ces quelques exemples.
Combien de femmes représentant cette partie de la population avons-nous présentées sur nos listes ?
Certes, il ne peut pas y avoir de vote femmes, mais nous avons objectivement la capacité de faire en sorte qu'une plus grande part de l'électorat féminin se porte sur nous.
Il faut nous montrer plus présents sur les conditions de vie au quotidien, pour reconquérir notre électorat populaire, en particulier celui des femmes.
La désaffection vis-à-vis de la politique de la part de l'opinion publique fragilise notre démocratie.
Il est de notre devoir de reconstituer les socles mêmes de notre démocratie en redonnant sens et réalité à la citoyenneté.
Cela signifie pour le Parti Socialiste et la Gauche plurielle, d'intégrer plus de femmes et de ne se pas de contenter des effets d'annonce.
Il faut donc faire un véritable effort pour aller vers une démocratie mieux partagée. Merci.
(Applaudissements).

La présidente - La parole est à François Hollande.

François Hollande

Chers amis, chers camarades, je suis heureux de vous retrouver nombreux dans ce Conseil national.
Je ne suis pas encore tout à fait au clair. Est-ce le choix du jour, un mardi, plutôt qu'un samedi matin, ou est-ce que c'est le thème de notre Conseil, le bilan des municipales ?
En tout cas, votre présence massive, nombreuse – nous avons même ouvert à ceux qui sont loin une mezzanine qui est presque remplie – est un acte politique important.
Il s'agit ici de faire une analyse lucide sur le bilan des municipales, des cantonales, un an avant une échéance majeure, celle de 2002.
Nos résultats, les dimanches 11 et 18 mars, sont à bien des égards paradoxaux.
Nous gagnons Paris et Lyon, là où la droite semblait inexpugnable. Ce sont des victoires historiques.
Mais la Gauche plurielle perd en même temps une vingtaine de villes de plus de 30 000 habitants, là où nous espérions encore progresser par rapport à 1995 avec un bilan économique et social particulièrement flatteur d'où notre déception.

Fondation Jean Jaurès

Déception par rapport à l'espérance donnée un moment par les sondages, déception aussi par rapport au travail fait par les nombreuses équipes municipales sortantes qui n'ont pas retrouvé la confiance des électeurs.
Cette situation inattendue s'explique, à la fois, pour des raisons locales mais aussi par des facteurs globaux qu'il convient d'appréhender en perspective de 2002.
Les élections municipales sont des élections locales ; nous n'avons cessé de le dire. Les explications sont d'abord locales.
Le scrutin de mars 2001 a été pour les Français l'occasion de faire un choix fondé sur l'enjeu du scrutin, c'est-à-dire l'élection d'une équipe et sur une offre qui lui était présentée.
Les victoires, comme les pertes, trouvent donc pour une part leur origine dans le contexte local de chaque élection.
Quatre phénomènes ont pu jouer et parfois cumulativement.
Premier phénomène : nos divisions. Elles ont eu une double origine au sein du Parti Socialiste : Strasbourg, Saint-Denis de la Réunion, Roanne, Plaisir, Longjumeau, Lisieux, rien que cela. A chaque fois, nous pouvons identifier la cause première de notre échec par des dissidences ou par des complications au moment de la désignation et ensuite dans la campagne.
Divisions également au sein de la Gauche plurielle : Epinay, Villepinte, Rouen essentiellement à cause des Verts, Hérouville-Saint-Clair, Saint-Brieux, le MDC n'y est pas pour rien, Châteauroux avec la difficulté de faire une union au premier tour avec le PRG, et Orléans avec la mouvance communiste.
Nous avons nous-mêmes quelquefois la responsabilité de ces divisions lorsqu'elles nous concernent directement ou quand nous n'avons pas été capables de comprendre qu'il fallait faire l'Union de la Gauche plurielle dès le premier tour.
La deuxième cause locale tient aux successions qui sont toujours difficiles à réaliser. On l'a encore mesuré à Chartres, à Quimper, à Saintes, à Vienne, à Mâcon.
S'y ajoutent des phénomènes d'usure après plusieurs mandats et là je ne citerai personne.
Le quatrième phénomène qui est un phénomène majeur sur le plan politique dont nous ne devons pas nous plaindre mais qui néanmoins permet de comprendre pourquoi nous avons gagné en 1989, en 1995 et que nous avons perdu cette fois-ci, il s'agit de la fin des triangulaires, quelquefois même il y avait eu des quadrangulaires dans certaines villes.
Dès lors que le Front National a éclaté – ne nous en plaignons pas – dès lors qu'il y a eu des divisions à Droite, ils ont su, les leaders de droite locaux, faire leur rassemblement, au moins au deuxième tour.
Alors nous avons dans le sud de la France et dans la région Rhône-Alpes, perdu un certain nombre de villes que nous avions gagnées, il y a maintenant 12 ans, voire 6 ans.
Au-delà des explications locales, au-delà de ces phénomènes qui ont produit leurs effets – et l'analyse de chaque ville permet de comprendre pourquoi nous

Fondation Jean Jaurès

avons gagné ici et perdu là – il y a néanmoins une explication politique globale à donner.
Le gouvernement, par son action ou son image, n'a pas été au cœur du débat électoral des 11 et 18 mars. Dès lors il n'y a pas eu sanction. Si cette hypothèse s'était vérifiée, la sanction, il y aurait eu comme en 1977, en défaveur de la droite, ou en 1983 au détriment de la Gauche, un recul général. Nous aurions perdu partout sans rien gagner nulle part. Nous aurions essuyé un double revers et aux élections municipales et aux élections cantonales.
Tel ne fut pas le cas. Nous l'emportons dans des villes plus que symboliques et je n'en citerai aucune et fort peuplées, là je citerai Paris, Lyon et Dijon.
Nous faisons basculer la Gauche : 6 Conseils généraux. Il n'empêche, le résultat global met en lumière trois faits incontestables.
D'abord la Gauche est minoritaire dans notre pays, de peu sans doute, elle l'est néanmoins, mais elle l'a d'ailleurs toujours été depuis 1989. Elle ne l'était que très faiblement en 1997. N'oublions pas que nous avons gagné quelques poignées de voix même si les triangulaires ne sont pas responsables, si je puis dire, de notre victoire.
Il n'empêche, la Gauche aujourd'hui, c'est 47% des voix. C'est un score considérable, un score élevé par rapport à d'autres élections municipales ou cantonales.
La droite sans doute avec le renfort d'un électorat d'extrême-droite fait autour de 49% dans les villes de plus de 3 500 habitants.
Deuxième fait incontestable : sur les 340 villes de plus de 30 000 habitants, 38 ont été ravies à la Gauche par la droite et la Gauche elle-même n'en a gagné que 17, soit une perte nette de 21 villes.
Sur les 37 villes de plus de 100 000 habitants, la Gauche en gérait 20 et la droite 17. Aujourd'hui la situation est inversée, la Gauche en a 17 et la droite 20.
Il est vrai que Paris et Lyon, sont aujourd'hui de notre côté, et que cela change sans doute le fléau de la balance.
Pour comprendre politiquement ce résultat-là aussi, il y a des causes politiques et des causes sociales si tant est qu'on puisse faire la distinction.
4 mutations fondamentales sont intervenues à l'occasion sans doute de ces élections municipales.
Au plan politique d'abord, au niveau de l'abstention pour une élection municipale supposée avec les élections présidentielles passionner le plus les Français.
Là il nous faut regarder la séquence, la chronologie de l'abstention depuis 15 ans.
A chaque scrutin, l'abstention progresse ou plus exactement l'abstention progresse par rapport à des scrutins comparables.
Il y a plus d'abstentions aux élections européennes de 1999 qu'il n'y en avait eu 5 ans plus tôt.
Il y a plus d'abstentions aux élections législatives de 1997 par rapport aux élections législatives de 1993.

Fondation Jean Jaurès

Il y a plus d'abstentions aujourd'hui aux élections municipales alors même qu'il n'y avait pas d'autres scrutins dans l'année, qu'il n'y avait eu d'abstentions en 1995, à ces mêmes élections municipales qui suivaient une élection présidentielle.
Le phénomène de montée de l'abstention est un phénomène majeur qui est peut-être la surprise principale du scrutin et qui explique un certain nombre de déconvenues que nous avons pu rencontrer d'autant que l'abstention est plus forte à gauche qu'à droite.
Selon les sondages – méfions-nous en tout cas – 37% des sympathisants de la Gauche plurielle n'ont pas participé au scrutin municipal contre 28% pour ceux de l'opposition.
C'est le premier phénomène majeur sur le plan politique.
Le deuxième phénomène est historique sans doute, c'est l'affaiblissement du Parti communiste ou plus exactement la révélation de cet affaiblissement.
Nous avons pu le mesurer aux élections cantonales notamment, qui n'est que la suite d'un certain nombre de glissements depuis plusieurs années.
Nous avons aussi vu la difficulté qui était maintenant pour le Parti Communiste de représenter au niveau de la Gauche plurielle la conduite d'un certain nombre d'équipes municipales ou bilans.
Le troisième phénomène qui est apparu là aussi sans doute dans cette élection, c'est la fusion des électorats de droite et d'extrême-droite sur le thème de l'insécurité.
Là il y a eu la rencontre, sur cette thématique de l'insécurité, lancée par le Président de la République dès la fin du mois de décembre de l'année dernière, prolongée par les questions d'actualité qui, avec le respect des rituels à l'Assemblée Nationale, ont été organisées au plan local.
Ce qui est frappant, ce sont les mêmes campagnes qui ont été faites dans de nombreuses villes de France avec les mêmes arguments.
Il y a là la fusion de l'électorat de droite, et de l'extrême-droite sur ce thème-là qui, bien entendu, nous fait problème dans un grand nombre de villes.
Bien sûr que le déclin de l'élection est une bonne nouvelle et bien sûr que l'éclatement du Front National est un fait politique qu'il faut enregistrer comme une victoire du combat menée depuis plusieurs années contre ces idées-là.
Il faut reconnaître notre propre responsabilité par rapport à trois villes de France qui restent gouvernées par l'extrême-droite, deux par le MNR et une par le Front National.
Là aussi, la Gauche n'est pas exempte de tout reproche, quand il faut convaincre des camarades socialistes qu'il faut faire liste commune dans ces trois villes-là et qu'ils nous disent qu'ils sont les meilleurs pour l'emporter et qu'au bout du compte, c'est l'extrême droite qui gagne.
Que penser là aussi de la capacité, de la lucidité d'un certain nombre de camarades ?
Il n'empêche, même si l'éclatement du Front National est une bonne nouvelle pour la démocratie, la fusion de la droite et de l'extrême-droite a donné à la droite la capacité de gagner nombre de villes que j'ai citées.

Fondation Jean Jaurès

Quatrième cause politique : c'est le mauvais report de l'extrême-gauche.
Il y a toujours eu un vote d'extrême-gauche depuis une vingtaine d'années dans notre pays. Le fait nouveau, ce n'est pas que l'électorat existe, souvenons-nous de l'élection présidentielle de 1995 avec Arlette Laguiller… de l'élection européenne ?
Cet électorat de gauche est aujourd'hui immobilisé, soit qu'il est sectarisé, sans qu'il se porte sur Lutte Ouvrière, soit qu'il ne se met pas systématiquement au deuxième tour pour faire la victoire de la Gauche, ou le refus de la droite. Ce point-là mérite d'être traité en tant que tel.
Si l'extrême-gauche se mobilise sur un électorat qui empêche notre victoire, l'extrême gauche n'est plus l'extrême gauche, et c'est donc, dans ce cas, un vote extrémiste qui fait le jeu de la droite, il faut le dire.
J'en arrive aux causes sociales.
Il y a sans doute l'exaspération des couches populaires d'abord à l'égard de l'insécurité, thème dominant de la campagne de la droite dans un certain nombre de villes, notamment des villes qui jusqu'à présent n'était pas touchées par les phénomènes de violences.
Je pense à toutes les villes Préfectures autour de Paris. Je pense aussi à ce qui s'est passé dans le Sud-Ouest, le Sud-Est ayant connu depuis longtemps cette manipulation et cette utilisation de l'extrême-droite.
Toutes les enquêtes révèlent que pour les élections municipales, l'insécurité a été la première préoccupation des électeurs.
La deuxième cause sociale c'est l'apathie des jeunes. 53% d'abstention chez les moins de 25 ans à l'occasion de cette élection municipale qui a priori pouvait paraître la plus proche de leurs préoccupations.
Alors même qu'on avait soi-disant facilité leur inscription, il faudra sans doute évaluer cette
Loi sur l'inscription des jeunes sur les listes électorales. IL y a eu beaucoup de déconvenues. Ces jeunes sont sans doute ceux pour lesquels nous avons fait beaucoup déjà, et je ne parle pas simplement des emplois-jeunes. Le fait qu'ils ne se soient pas sentis concerné par les élections locales est un problème qui doit être traité là aussi en tant que tel.
Troisième cause sociale, la frustration des exclus de la croissance : ouvriers, employés, travailleurs, pauvres qui ne trouvent pas leur dû dans la prospérité retrouvée. C'est aussi le sentiment d'abandon de certaines villes ou de certains départements qui affrontent des déclins structurels.
Ce sentiment a coûté cher notamment au Parti Communiste, quand il était en situation de responsabilité. Il ressort de cette analyse, sans doute encore succincte, une triple exigence :
- D'abord la nécessité de repositiver les élections locales.
La politique de la droite a pu trouver du crédit quand la Gauche elle-même s'est confondue avec une gestion purement locale. Il ne faudrait pas que la décentralisation soit uniquement un sujet d'élus, un débat entre spécialistes où les programmes sont devenus indifférenciés.

Fondation Jean Jaurès

IL nous faudra, je pense, notamment aux prochaines élections cantonales et régionales, remobiliser l'enjeu même du scrutin.
Deuxième exigence : l'efficacité de l'action collective par rapport aux priorités : qualité de la vie, sécurité, etc.
La troisième exigence c'est la justice sociale parce que c'est le cœur même de notre identité.
Evitons néanmoins les faux débats entre nous.
J'en vois deux :
- Le premier débat qu'il faudrait que nous opposions c'est : classes populaires – classes moyennes.
Chers camarades, nous avons besoin des uns et des autres.
Le Parti Socialiste a toujours été un Parti de classes moyennes…
Le Parti Socialiste a toujours été un parti de classes moyennes, il n'y a pas là de phénomène nouveau d'embourgeoisement ou de découverte du phénomène "BoBos". Il y a là une tradition qui a longtemps eu et qui n'a plus son explication dans la présence du Parti Communiste fort.
Il n'empêche que le Parti Socialiste n'a gagné historiquement les élections que lorsqu'il a eu la confiance et l'adhésion des classes populaires, ce qui veut dire qu'il ne faut pas chercher à favoriser les uns par rapport aux autres. Il faut chercher à unifier les catégories qui nous sont aujourd'hui liées ou par notre histoire ou par la nature même des élections.
L'unification s'était faite sans trop de difficultés à l'occasion des élections de 1997, c'était sur la thématique de la lutte contre le chômage que l'on pouvait trouver une solidarité entre les catégories moyennes et populaires.
Aujourd'hui, cette question reste une question majeure notamment pour les catégories populaires. Nous n'avons pas terminé et si on laissait penser que la priorité n'est plus l'emploi, que penseraient les catégories les plus modestes et fragiles de la population par rapport au reste de nos engagements ?
Il y a une nécessité de refonder l'unification des catégories qui nous sont proches autour des thèmes de la qualité de la vie et des protections de toute nature.
Deuxième sujet sur lequel il faut éviter les faux débats, c'est sur le dépassement de la Gauche plurielle.
La gauche plurielle nous a fait gagner et a fait gagner toutes les composantes de la majorité. Elle ne nous a pas fait perdre. Certes, il y a une autre gauche, celle qui souvent se fait à nos flancs, à notre détriment. Il faut dialoguer avec elle, il faut parfois travailler ensemble. Il faut aussi, dans certaines circonstances la combattre, car il ne faut pas perdre notre cohérence d'ensemble et notre identité au risque de perdre les nôtres en chemin. Donc, la Gauche radicale a sans doute sa vocation, mais elle n'est pas notre référence. Si l'on doit essayer de capter un certain nombre d'électeurs qui, aujourd'hui, regardent de ce côté là, si l'on doit dialoguer avec cette gauche là, il ne faut pas non plus dériver vers elle, car nous perdrons d'un côté sans gagner de l'autre, et il faut lutter avec la dernière des énergies contre ce sentiment exploité par une partie de l'extrême gauche qu'entre la droite et la Gauche c'est pareil. Si nous laissons accréditer cette thèse, y

Fondation Jean Jaurès

compris par nos propres discours, nous aurons une progression de l'abstention encore.
Quelles conclusions tirer pour le Parti Socialiste, pour la Gauche Plurielle et la politique que nous suivons ?
Pour le Parti Socialiste, je serai bref. Il faut tenir compte de ce qui s'est produit, à la fois pour la désignation de nos candidats, et la préparation de notre projet.
Pour la désignation de nos candidats, oui, il faut renouveler, oui, il faudra rajeunir, oui, il faudra atteindre l'objectif de parité, oui, il faudra des candidats présents sur le terrain par rapport aux échéances de 2002, ce qui signifie qu'il faudra désigner tous les candidats aux élections législatives au plus tard à la mi-novembre de cette année.
D'ici là, il nous aura fallu prévoir les circonscriptions que nous voulons affecter à des candidats, et également identifier les circonscriptions que nous accepterons de donner à nos partenaires de la Gauche plurielle.
Deuxième conclusion pour le Parti Socialiste, elle tient à la présentation ou à la préparation de son projet. Nous devons, à la fois, tenir compte de nouvelles aspirations, celles que nous avons rencontrées au cours de cette campagne, et utiliser notre projet pour dialoguer avec le pays.
C'est pourquoi, nous avions prévu une réunion le 19 mai dans toutes les fédérations sur le thème du dialogue avec les français pour préparer notre projet. Je crois, plus que jamais, que cette journée du 19 mai doit être utilisée pleinement pour que les élus, les militants, pour que tous ceux qui nous représentent, futurs candidats aux élections législatives, dialoguent avec leur environnement.
Quelles conclusions pour la Gauche plurielle ?
Il faut d'abord reconnaître les tendances lourdes des électorats respectifs de nos alliés. Le Parti Communiste est à l'évidence à la recherche de son identité, et les Verts, à la recherche de leur stabilité. Nous ne devons, ni oublier les uns qui ont été toujours dans notre histoire des alliés proches, ni écarter les autres au prétexte qu'ils seraient plus indisciplinés.
Nous devons, en revanche, leur demander de faire eux-mêmes leur mutation. Ce n'est pas nous qui pouvons sauver le Parti Communiste, c'est lui, ce n'est pas nous qui pouvons donner de la cohérence aux Verts, c'est eux, mais il faut respecter nos partenaires en évitant le jeu de bascule qui voudrait que nous attribuions nous-mêmes le rôle d'allié privilégié du Parti Communiste.
Il n'y a pas de podium dans la Gauche plurielle, parce que ce qui doit compter, ce n'est pas savoir qui sera deuxième du Parti Socialiste, c'est si nous sommes capables nous tous, toute la Gauche plurielle, de gagner les prochaines élections de 2002.
Il nous faut, dès lors, stabiliser nos relations. Il y aura un sommet de la Gauche plurielle au mois de mai prochain. Nous avons souhaité, nous, les socialistes, que ce sommet de la Gauche plurielle porte sur le contrat que nous avons à préparer avec nos alliés pour 2002, nous pensons que les sommets de gauche plurielle doivent servir d'abord à fixer le contenu de la politique et pas

simplement les alliances électorales. Donc, il faut redonner du contenu à la Gauche plurielle.
Il n'empêche qu'il faut aussi négocier avec nos alliés Verts, Mouvement des Citoyens, Radicaux de Gauche, les circonscriptions qui devront leur être réservées, mais si nous allons dans ce sens, et je crois qu'il faut aller dans ce sens, il faut le faire avec des règles qui fixent les droits, sans doute (ne soyons pas hégémoniques), mais aussi les devoirs, parce que soyons soucieux aussi de la contrepartie.
Ce qui a posé problème dans ces élections municipales, c'est que nous avons associé très largement nos partenaires dans la Gauche plurielle, et que nous n'avons pas toujours été payés de retour, notamment par certaines composantes quant à la qualité du désistement quand il y avait listes séparées, ou quant à la qualité de l'union et il ne peut être question d'attribuer des circonscriptions à des partenaires sans êtres sûr de la manière avec laquelle ils appelleront à voter pour nous pour le second tour des élections législatives.
Pour la politique gouvernementale, je le répète, le cap qui a été choisi depuis 1997 est bon. Il nous a permis de réduire substantiellement le chômage et de voter de grandes réformes. C'est le rythme, l'ampleur du moment, jusqu'en en 2002. Notre stratégie économique a porté ses fruits, nous avons affronté pour la première fois depuis vingt ans le corps électoral avec un record de baisse du chômage, un indice élevé du moral des Français et même de confiance de la politique économique et sociale du gouvernement, mais cela ne suffit pas. Il faut aussi un projet et nous devons le préparer.
En revanche, l'ordre des priorités aujourd'hui change sous l'effet même de notre politique économique. Il faut maintenant regarder la répartition des fruits de la croissance, le pouvoir d'achat, la qualité de la vie, l'environnement, la sécurité et la jeunesse.
Nous devons en tout cas essayer de proposer pas simplement la pérennisation des emplois-jeunes, mais une politique nouvelle à l'égard de la jeunesse et nous devons faire en sorte que l'insertion économique soit aujourd'hui prioritaire pour des catégories de la population qui, même si la croissance restait ce qu'elle est aujourd'hui, ne parviendraient pas à rentrer dans le processus économique et social que nous connaissons.
Il faut sans doute, aussi, réfléchir sur notre méthode de rapidité par rapport aux urgences et l'efficacité par rapport à l'application de la loi. Combien de candidats ont constaté qu'il y a loin entre la programmation d'un projet, le vote d'une loi et son application concrète. Il faut une vigilance par rapport aux nouveaux phénomènes de société. C'est de nous que viendront les propositions sur l'environnement et la qualité de la vie.
Si les Verts récupèrent une part de cette aspiration par leur identité même, par leur histoire, par leur forme de militantisme, ils ne sont pas en capacité toujours, il ne leur revient pas, bien qu'ils soient y compris au Gouvernement, de faire les propositions sur l'environnement, la protection de la nature et la qualité de la vie. C'est encore vers nous que les Français se tournent s'ils veulent que nous avancions vers des réformes d'importance.

Fondation Jean-Jaurès

Chers amis, chers camarades, j'en termine. Ne transposons pas les élections municipales sur les échéances qui viennent. Chaque scrutin a sa logique, sa mécanique, son enjeu propre. Gardons nous, dès lors, de toutes exagérations, à la fois sur la célébration de nos victoires - et j'ai noté la modestie, à mon avis pertinente, de nos élus dans les grandes villes et notamment à Paris et à Lyon - et de toute exagération aussi sur le deuil de nos revers. Beaucoup ont des explications locales, mais faisons preuve aussi de lucidité, lucidité par rapport à ce phénomène de l'abstention, lucidité par rapport à la fusion des droites et de l'extrême-droite. N'ignorons pas les signaux qui nous sont envoyés. Tout est ouvert pour 2002, le rapport de force entre la Gauche et la Droite est globalement stable depuis 1997, c'est cruel par rapport à tout ce que nous avons fait, c'est inespéré par rapport à la loi générale qui voudrait que nous trébuchions par rapport à toute élection intermédiaire et que nous rations le pouvoir au terme d'une législature. Notre résultat final en 2002 dépendra de notre capacité à incarner l'avenir.
Chers camarades, c'est la tâche de notre Parti pour les douze mois qui viennent, merci.
(Applaudissements)

La présidente - Merci François, merci chers camarades. Nous allons ouvrir le débat général. Je vous signale que j'ai déjà 16 inscrits… (mouvements)… Vos réactions montrent que nécessairement, ces 16 inscrits devront être courts.
Je vais tout de suite passer la parole à François Simon, et pendant qu'il nous rejoint, j'insiste une nouvelle fois pour que les expressions soient les plus courtes possibles, sachons que nous sommes attendus à l'issue du Conseil national à un buffet à l'Hôtel de Lassey… Je savais que cela vous ferait plaisir.
François Simon, Daniel Vaillant se prépare.

François Simon

Chers camarades, je voudrais tout d'abord, avant de faire une analyse par rapport à ce qui s'est passé dans le cadre de la campagne municipale à Toulouse, remercier toutes celles et tous ceux qui, dans le cadre de la campagne municipale, ont participé, soutenu la campagne toulousaine, et depuis tout à l'heure, en étant dans cette salle, en discutant, je m'aperçois que vous avez été fort nombreuses et nombreux, je tiens à vous en remercier.
Mais ce qui m'importe aujourd'hui, et je suis venu en discuter avec vous, c'était d'analyser, au-delà simplement du phénomène médiatique, ce qui a pu se passer à Toulouse.
Tout d'abord, et dès le début, nous avions posé, pour nous, une analyse, une conviction. La campagne à Toulouse a duré longtemps puisqu'elle a duré plus d'un an depuis la démission de Dominique Baudis, et nous étions persuadés que la Gauche à Toulouse avait une histoire commune sur le terrain et qu'il était important que toute la famille de gauche se retrouve dans cette campagne municipale, bien entendu autour de notre Parti et, bien entendu, autour de

Fondation Jean-Jaurès

l'ensemble de la Gauche plurielle, mais également avec l'ensemble de la société mobilisée.
Très souvent, j'ai utilisé le mot "société mobilisée" et non pas "société civile". Pour moi, cela a un sens parce que la société civile, c'est bien celle qui est active dans la ville, qui est active sur le terrain, qui, en permanence, est en contact avec les habitantes et les habitants, et non pas des personnes que l'on choisirait comme cela ou que l'on débaucherait en fonction d'une notoriété. C'est ce que nous avons fait et tout notre projet, toute la négociation que nous avons menée avant le premier tour sur la mise en place des listes a tenu de cette logique, avec l'adhésion dans cette liste de personnalités de la société mobilisée, y compris dans celle de la Gauche plurielle et notamment dans celle des Motivés.
Cela nous paraissait fondamental et j'y reviendrai tout à l'heure, y compris le fait d'avoir lancé, dès le début, un appel auprès d'un certain nombre de personnes qui comptaient sur la ville et qui s'est appelé à Toulouse l'Appel des Cents qui montrait bien que nous étions rentré dans une logique de dynamique, de gagne, qui a faillir réussir.
Et puis, nous avons continué, nous avons eu, et cela n'a pas été facile, un accord avec le Parti Communiste, nous avons eu un accord avec le MDC, un accord avec les radicaux et la liste s'était constituée. Hélas, les Verts n'ont pas voulu, alors que nous étions en situation de gagner, rentrer dans une logique d'union dès le premier tour et cela nous a coûté cher, à eux, bien évidemment vu le mauvais score qu'ils ont fait à Toulouse, mais à l'ensemble de la Gauche à Toulouse parce que tout le premier tour a permis à Philippe Douste-Blazy d'utiliser la logique de la division qu'avait créée les Verts, d'utiliser les positionnements des Verts qui remettait en cause, excusez-moi du peu, la logique de la l'A 380 et la logique du métro à Toulouse !
Pendant quatre mois, j'ai dû me bagarrer contre des argumentaires qui venaient des Verts et qui servaient à la droite qui, elle, était restée unie et les Verts ont pris là une responsabilité à Toulouse.
Hélas également par rapport aux Motivés, puisque avant le premier tour, nous avions discuté avec eux pour essayer de faire liste commune dès le premier tour, mais ils avaient fait le choix (là, ce n'est pas une erreur politique comme je viens de le définir avec les Verts), différent du nôtre, qui était celui de vouloir entrer dans la vie politique, mais dans un premier temps, de ne pas rentrer dans la logique des partis politiques. Nous avons accepté cette démarche-là parce que nous ne pouvions pas faire autrement.
Nous avons accepté cette démarche-là parce que nous ne pouvions pas faire autrement et pendant tous les mois qui ont suivi nous avons systématiquement gardé les liens et avec les Verts, malgré notre déception, et avec les Motivés, dans la logique de leur démarche.
C'est pour cela qu'il était logique qu'entre les deux tours, ce qui a paru surprendre les médias - mais qui était tout compte fait naturel - nous puissions nous réunir rapidement et c'est ce que nous avons fait.
Face à nous, qu'a fait la Droite ?
Elle avait trois grands arguments, qu'elle a utilisés avec force.

Cela a été dit déjà tout à l'heure, la droite à Toulouse était unie et est restée unie. On aurait pu espérer un moment donné que, dans le cadre de ce qui se passe à droite au niveau national, dans le cadre de ce qui se passe à l'intérieur de l'UDF, il puisse y avoir une fracture qui se fasse. Elle ne s'est pas faite.
Deuxième argument que la droite a utilisé, c'est la logique de l'héritage. Elle a, à un moment donné, fait trembler Douste-Blazy, parce que c'était d'une inélégance totale, mais elle a tout de même marché.
Et enfin, cela a été dit tout à l'heure, la droite à Toulouse, je le dirai toujours et je ne m'arrêterai pas de le dire, a usé dès le début de passerelles entre la droite et l'extrême droite, passerelles qui se sont mises en place dès le premier tour avec des personnes qui étaient sur la liste de Philippe Douste-Blazy et qui ont perduré dans le discours qui a été tenu entre les deux tours.
Voyons les points forts sur lesquels nous nous sommes placés, et je vais aller vite.
Pour nous, et c'est une évidence, nous avons su poser à Toulouse que les choix de la vie locale étaient des choix éminemment politiques. Nous avons su poser le problème d'un seul mandat lorsqu'on est maire d'une grande ville. Nous avons su poser la logique du terrain et nous avons su poser la logique de la vivacité de la vie associative, sociale et culturelle. Enfin, et ce débat-là n'est pas fini, nous avons posé le fait que la démocratie n'était pas un supplément d'âme mais bien un élément essentiel dans notre pays.
Cette union a bien fonctionné, elle a suscité enthousiasme, dynamisme, elle a permis de poser nos valeurs et, lorsqu'il y a eu le meeting au Zénith, meeting sur lequel il faudra rediscuter, où 9 000 personnes, des plus jeunes aux plus âgées, se sont reconnues dans les valeurs de notre République en mouvement, je crois qu'il s'est passé quelque chose d'important dans notre ville.
Deux ou trois autres éléments.
Le vote des quartiers dans la ville de Toulouse a été un vote de gauche et lorsqu'on a regardé au premier tour là où les Motivés ont fait le moins bon score c'est là où la Gauche que nous représentions a fait le meilleur score ; je crois qu'il faut en tenir compte dans la mesure de ce que nous avons fait.
Au deuxième tour, les électeurs Motivés, à hauteur de 90%, ont voté pour notre liste et donc l'union s'est effectivement bien faite.
Je finirai très rapidement.
Effectivement, nous avons eu des points faibles. Tout d'abord, bien évidemment, nous avons perdu. Mais cet échec est tout de même relatif, parce qu'il faut que vous sachiez que nous avons perdu avec plus de voix que Dominique Baudis avait gagné il y a six ans. Je crois qu'il faudra se souvenir de cela.
Enfin et pour conclure, je crois qu'aujourd'hui, au-delà de notre histoire toulousaine, il existe un pôle de mouvement qui s'est découvert et qui cherche à se construire à Toulouse ; c'est bien le rôle et la responsabilité de notre Parti que d'y participer et de l'animer.
A Toulouse, certes, la Gauche a perdu ces élections-là, mais aujourd'hui elle est rassemblée autour de notre Parti et je suis persuadé qu'elle est debout par rapport aux échéances à venir.

(Applaudissements)

La présidente - Merci, François.
La parole est à Daniel Vaillant. Alain Bergounioux se prépare.

Daniel Vaillant

Mes chers camarades, je voudrais rapidement apporter au débat ma contribution comme militant, comme élu local et comme membre du gouvernement.
Plus que jamais, les élections municipales ont trouvé une marque locale et les élections cantonales n'ont pas démenti cette tendance. Les électeurs, on l'a assez dit, se sont déterminés d'abord en fonction d'enjeux locaux. La fameuse prime aux sortants a joué de façon considérable parfois, surtout quand les sortants étaient fortement enracinés. Un maire qui, avec son équipe, fait du travail, quelle que soit l'étiquette politique, dispose d'un capital de confiance qui lui donne une longueur d'avance. On a vu ainsi des électeurs de droite voter pour un bon maire de gauche, comme à Tours, mais aussi réciproquement.
Chaque fois qu'il y a eu basculement, c'est - et cela a été dit tout à l'heure - en raison de l'usure ou parce que les successions étaient mal préparées et de ce point de vue c'est toute l'habileté de François Rebsamen d'avoir su en jouer brillamment à Dijon.
Lorsque les majorités sortantes étaient divisées, l'alternative s'est faite plus facilement, d'autant que la division a perduré au second tour et, de ce point de vue, on ne dira jamais assez la très lourde responsabilité de Jean–Claude Petitdemange et Philippe Vasseur dans nos échecs à Strasbourg et à Lisieux.
Nos succès s'expliquent aussi lorsque nous avions des candidats imbattables et je pense, ben sûr, à François Hollande et à Tulle !
Alors, naturellement, les éléments se combinent localement pour expliquer au cas par cas nos défaites comme nos succès et vous comprendrez que je salue avec un immense plaisir une victoire qui m'est particulièrement chère, celle de Paris (et je n'oublie pas les émis de Lyon).
Certes, la division de la droite nous a aidés, mais nous avons gagné parce que nous avions un bon projet, de bonnes équipes, un très bon candidat qui sera un très bon maire de Paris, Bertrand Delanoë
(Applaudissements)
A Paris comme ailleurs, au-delà de questions liées au cumul (ministre ou pas, député ou pas), ce sont les candidats de terrain qui se sont affirmés. Les électeurs ont choisi celles et ceux qui semblaient les mieux à même de prendre en charge leurs problèmes quotidiens avec des réponses claires, concrètes et lisibles. C'est comme cela que nous avons gagné à Paris et, je le sais, à Lyon, Dijon, Palaiseau, Auxerre, Maubeuge, Sevran, Clamart, Salon-de-Provence, Agen, Ajaccio et Tulle.
Bref, les électeurs ne se sont pas trompés d'élection. Il nous arrive parfois nous-mêmes de nous tromper d'élection, pas les électeurs. Ils ont élu un maire, pas un député, pas un Président de la République. Méfions-nous alors des projections

Fondation Jean Jaurès

approximatives, hâtives, voire des conclusions définitives et je me retrouvais, de ce point de vue, très bien dans les propos du Premier Secrétaire.
Il nous faut néanmoins tirer les leçons politiques de ces scrutins. Ne soyons pas pessimistes à l'issue des élections, après avoir été pour certains d'entre nous trop optimistes.
La gauche gagne six départements : la Corse du Sud, la Creuse, l'Eure, l'Isère, la Haute-Saône, le Vaucluse et perd l'Allier.
Et si nous avons perdu 20 villes de plus de 30 000 habitants et 27 villes de 9 000 à 30 000 habitants, il reste que nous avons progressé en voix par rapport à 1995, de +3,5% dans les villes de plus de 30 000 habitants et de +3,3% dans les villes de 9 000 à 30 000 habitants au premier tour du scrutin.
La Gauche - et cela n'a pas été suffisamment dit, ce qui m'amène à vous le dire - a gagné 43 villes entre 3 500 et 9 000 habitants.
Par comparaison avec les scrutins précédents (législatives de 1997 et européennes de 1999), le rapport des forces droite-gauche demeure stable.
Pourtant, nous devons évidemment procéder à une analyse plus fine pour mesurer politiquement les évolutions liées aux résultats des 11 et 18 mars.
J'observe d'abord que les électeurs ne se sont pas prononcés pour ou contre le gouvernement. Ce n'est pas parce qu'un Ministre réussit ou échoue que c'est le gouvernement qui est ovationné ou sanctionné. Si tous les Ministres avaient été battus, j'entends d'ici ce que l'on aurait dit ! Cela n'a pas été le cas. Disons plutôt que le gouvernement n'est ni invalidé, ni fragilisé par le vote des 11 et 18 mars.
Mais ce dont je n'ai jamais douté, c'est que la droite d'en bas existe toujours, sociologiquement forte en dépit des guerres picrocholines d'en haut.
De surcroît, cette droite se nourrit des excellents reports de l'extrême droite au second tour, c'est là un fait à regarder de près et bien sûr avec vigilance. C'est pour moi en tout cas le retour vers la droite d'un électorat qui s'était détaché de la droite. Je ne suis pas sûr qu'il faille aller plus loin dans l'analyse, notamment dans les quartiers populaires où je ne suis pas sûr du tout qu'un électorat de gauche qui était allé vers l'extrême droite soit aujourd'hui revenu vers la droite. Il faut donc voir cela avec discernement pour apporter les meilleures réponses.
Ne mésestimons pas non plus l'apparition d'un courant qu'on dit alternatif ou radical à gauche, à côté de la Gauche plurielle. Il prospère sans doute sur les pertes d'influence du Parti Communiste, mais pas seulement. Il est disparate, mais il exprime une position traditionnelle à gauche, contestataire, pour qui gérer c'est trahir. Il est multiforme, il n'est guère homogène politiquement, tendance basiste ouvert avec les listes modérées, tendance sectaire fermé avec Lutte Ouvrière, il ne s'inscrira jamais dans une logique majoritaire.
Enfin, admettons que l'électorat Vert a évolué et que les Verts agrègent aux européennes comme aux municipales un électorat urbain qui ne votait pas spontanément à gauche mais dont il est impossible de dire comment il se comportera dans les prochains scrutins nationaux.
Alors, face à une droite qui retrouve des votes de l'extrême droite, face à une gauche radicale désordonnée, dans ses mots d'ordre comme dans ses représentations, à côté de communistes dont l'influence décroît encore, à côté de

Verts qui pourraient élargir l'assise électorale de la Gauche sans garantie pour autant, que devons-nous faire ?
Soyons d'abord convaincus que la stratégie Gauche plurielle reste la seule valable. Ensemble nous gagnerons, ou chacun seul perdra.
Mais au-delà de ces éléments électoraux, beaucoup d'acteurs politiques ou d'observateurs ont à juste titre noté le décrochage des milieux populaires qui se sont abstenus ou ont alimenté l'escarcelle électorale des candidats protestataires. Dans nos rencontres sur le terrain, dans les porte-à-porte ou les marchés, dans les quartiers populaires, les mêmes mots revenaient souvent : à quoi bon voter ? Ou bien : je ne crois pas que la politique change quoi que ce soit à ma vie.
C'est sans doute là, vis-à-vis de ces couches populaires, le cœur de la question politique qui noue sont posée.
Mais attention, nous ferions fausse route en disant : mettons le cap à gauche, ou donnons un coup de barre au centre. Notre réponse politique ne peut être que globale pour réussir ce que Lionel Jospin appelait la nouvelle alliance entre les classes moyennes et les couches populaires.
Ce que je perçois à travers le résultat des municipales, c'est un réel besoin de tranquillité, de dignité, de sécurité, en un mot une demande d'ordre dans la société. Le mot fait parfois peur ou bondir à gauche, car nous pensions n'être que le parti du mouvement, mais sachons voir que les Français aspirent au mouvement, aux réformes, et réclament en même temps d'être constamment protégés contre les risques de la vie, sanitaires, alimentaires, économiques et sociaux. Il s'agit là d'une demande sociale profonde et ce n'est pas simplement une question de feuille de paie ou de revenu, cela concerne la vie de tous les jours, en particulier dans les quartiers qui souffrent, où les gens vivent mal (ce n'est pas un sentiment, de vivre mal).
Il nous revient d'être ambitieux en direction de ceux qui vivent dans ces quartiers.
Concrètement, il nous faut bien sûr obtenir des résultats en matière de sécurité. La sécurité, je le dis souvent, est une coproduction. La police fait et fera son travail avec des moyens nouveaux. Il est clair que nous devons, bien sûr, accentuer l'effort, être plus volontaristes encore dans le partenariat avec les autres coproducteurs de sécurité. Nous avons commencé de travailler et nous allons poursuivre ce travail aussi bien avec Marylise Lebranchu, que Jacques Lang, que Bartolone notamment.
Nous devons également être plus offensifs dans des politiques de discrimination positive en faveur des quartiers. On sait qu'un certain urbanisme favorise ou génère la délinquance, on sait que des cités entières ne sont plus entretenues et depuis trop longtemps. On sait que des jeunes versent dans les incivilités, comme on dit, la délinquance, faute d'être accompagnés, éduqués, encadrés ou responsabilisés. On sait tout cela.
Alors nous devons apporter des réponses, bien sûr, par la prévention, l'éducation, la rééducation, la sanction quand cela est nécessaire, vis-à-vis de ces jeunes qui en groupe créent des tensions pénibles dans certains quartiers.

Fondation Jean Jaurès

Mais nous devrons aussi -et je sais que Claude Bartolone y réfléchit - agir pour transformer réellement le cadre de vie dans les secteurs les plus difficiles, là où se concentrent les injustices et les inégalités.
Pour terminer, nous devons enfin intervenir en faveur de ceux qui sont confrontés - et il y en a toujours - à des situations précaires. Certes, nous avons réussi à créer plus d'un million d'emplois depuis 1997, 1,5 million, et un million de chômeurs ont retrouvé du travail, mais parmi ces emplois beaucoup sont encore des contrats trop précaires, à temps partiel, et les personnes qui en bénéficient ne s'estiment pas gagnantes dans le retour de la croissance économique, ils ont retrouvé une forme de dignité en retrouvant un travail, mais ils continuent à vivre dans des conditions de logement, de transport, de garde d'enfants, toujours difficiles. Notre action conjuguée avec l'action locale devra aussi porter sur ces questions concrètes de la vie quotidienne, sécurité, cadre de vie, conditions de vie. Nous avons à répondre politiquement à ceux qui ont voté et à ceux qui n'ont pas voté les dimanches passés.
L'emploi reste bien sûr la première de nos priorités, la sécurité est sa seconde dans une approche transversale qui concerne tous les leviers de l'Etat pour l'action de l'Etat, l'approche doit aussi être locale dans un travail conduit en commun par les élus acteurs de terrain.
Les français attendent des mesures concrètes, visibles, à nous donc d'agir avec audace et détermination. Les français n'attendent pas de changement de politique, ils veulent simplement pouvoir mesurer plus nettement les résultats de notre politique. Alors pas de virage ni à droite ni à gauche, tenons la route que nous nous sommes fixée sous l'autorité de Lionel Jospin, pour arriver à bonne destination en 2002.
(Applaudissements).

La présidente - Merci. N'y voit rien de personnel mais je demande une nouvelle fois que les interventions soient plus courtes. Après Alain Bergounioux Henri Emmanuelli se prépare.

Alain Bergounioux
Chers camarades, j'essayerai d'être court. Après une échéance électorale comme celle-ci, et avant d'autres échéances, l'essentiel de ce que nous pouvons faire ici c'est d'établir un bon diagnostic pour en tirer les conséquences exactes.
Pour ma part je voudrais insister sur trois aspects ou quatre qui n'ont pas encore été dits pour essayer de ne pas répéter des analyses qui ont déjà été faites.
La première est que le constat montre qu'il n'y a pas eu de rejet parce qu'aux élections cantonales, comme d'ailleurs lorsqu'on regarde les municipales en détail, la Gauche, la Gauche plurielle, progresse en voix. Donc il faut en tirer une première conséquence, c'est-à-dire que le débat que nous devons mener entre nous ne peut pas être un débat de crise, il ne peut pas être un débat d'affolement. Il faut partir de ce qui est pour essayer de gagner les prochaines échéances.

Fondation Jean-Jaurès

Or, à lire certains articles et à entendre certains propos on voit qu'il y aurait peut-être la tentation chez les socialistes, c'est une tentation ancienne, de se payer un peu une crise supplémentaire, une crise à froid, alors qu'il n'y a pas de raison fondamentale d'avoir cette attitude. Et c'est tout à fait important pour nous car il faut que ce Conseil national, que les travaux du Parti, sortent non pas des interrogations mais des décisions.
La deuxième remarque porte sur ce que l'on a appelé le problème des couches populaires.

La présidente - S'il vous plaît, un peu de silence !

Alain Bergounioux - Je crois qu'il faut ne pas se laisser imposer des problématiques de l'extérieur parce que cette problématique que la presse cultive : "Le Parti Socialiste est tiraillé entre les "bobos" et les exclus" ne correspond à rien. On voyait même dans "Marianne", hebdomadaire qui ne nous est pas toujours favorable, ce titre : "Le peuple divorce avec la Gauche", mais de quoi parle-t-on ? Et on voit le flou de ces analyses et il y a parfois trop tendance chez nous à reprendre des problématiques extérieures.
Or, quel est le problème essentiel électoralement ? C'est celui des petites classes moyennes, une partie des catégories populaires, c'est-à-dire tous ceux qui gagnent leur vie mais sans plus, tous ceux qui ont des problèmes de sécurité, d'éducation, de santé et qui sont inquiets pour leur retraite. C'est là le gros de l'électorat et la première chose que nous devons faire en tant que socialistes c'est d'abord de comprendre cela, de relayer cette parole, de ne pas parler à longueur de discours des "bobos" et de ne pas parler non plus à longueur de discours des quartiers qui seraient le seul problème de la France.
Il faut que toute cette masse électorale qui est la nôtre se reconnaisse dans notre parole. Donc cela fait je crois, il faut avoir une autonomie de pensée au Parti Socialiste et éviter de se laisser prendre dans ces polémiques extérieures.
Troisième remarque, la Gauche plurielle, François Hollande, Daniel Vaillant, tous ont dit ce qu'il fallait en dire au point de vue politique. Mais j'ai une interrogation, dans la Gauche plurielle, il y a les mouvements internes, certes, mais en même temps elle n'est pas que politique cette gauche plurielle, il y a des mouvements émergeants, on a parlé tout à l'heure d'une extrême-gauche diverse dont l'une peut travailler avec nous ; il y a des mouvements qui ne sont pas directement politiques, ATTAC et autres, et puis, si l'on se souvient bien quand même des autres phases historiques que nous avons connues, l'union de la Gauche des années 70-80 c'était bien sûr une alliance politique mais c'était aussi une sympathie syndicale, c'étaient aussi des leaders d'associations, des animateurs d'associations qui pensaient qu' il y avait intérêt à nous voir exercer des responsabilités.
Or, aujourd'hui j'ai peur que le Parti Socialiste ait une vision beaucoup trop politique au sens strict de la Gauche, c'est-à-dire que nous ne reconnaissions pas suffisamment le rôle des syndicats et j'étais d'accord avec un point du texte d'Henri Emmanuelli ce matin dans Libération… ah oui ! Cela arrive quand

même !… (applaudissements)… c'est qu'il n'est pas normal que le Parti Socialiste n'exprime pas sa vision de la démocratie sociale, il faut que les militants syndicaux, les cadres syndicaux puissent faire reconnaître leur rôle et qu'ils voient que le Parti Socialiste s'intéresse à ce qu'ils font, discutent leur analyses, quittes à prendre des positions évidemment qui ne satisfont pas pleinement l'un ou pleinement l'autre, mais là -et c'est pareil finalement vis-à-vis des associations- je sais que beaucoup ou un certain nombre d'entre nous pensent que tous ces mouvements ne sont plus suffisamment représentatifs, mais le problème de fond est un peu le problème d'encadrement de l'électorat et notamment dans un certain nombre de villes ou de quartiers.
Or, bien sûr nous ne revivrons pas l'union de la Gauche, le Parti Communiste tel qu'il est ne joue plus ce rôle mais il faut que tous ceux qui militent dans cette société puissent se reconnaître en nous et au moins voient en nous un parti qui s'intéresse et discute avec eux. Nous avons une occasion, c'est le projet, je crois que ce projet, comme François Hollande l'a esquissé, soit très ouvert et que nous soyons capables d'écouter, d'organiser, notamment, le débat dans la société française autour de nous. Parce qu'il faut qu'il y ait un intérêt à voter pour nous, pour tous ces cadres, tous ces militants qui dans les entreprises ou dans les quartiers animent d'autres structures.
Dernière remarque, c'est évidemment un peu ce que l'on peut tirer pour l'action gouvernementale.
Le gouvernement le fera pour sa part mais il y a une première chose à dire c'est qu'il faut éviter les effets d'annonce, car ensuite lorsqu'on regarde un certain nombre de déclarations, de textes, qui sont parus, on s'aperçoit que si l'on additionne tout ce qui est proposé, tout ceci a peu de chances de se réaliser dans les dix mois à venir. Donc le problème va être de déterminer des priorités sans oublier de conforter ce qui a été fait. On a parlé de l'emploi, mais les 35 heures, il y a une moitié de la France qui n'est pas aux 35 heures et cela crée des divisions. Donc il faut que nous puissions être capables de porter ces réformes jusqu'au bout.
De même pour les emplois jeunes etc. Je crois donc que la première chose à faire pour le gouvernement, mais pour le Parti aussi, est de déterminer les priorités fortes en faisant le compte entre ce qui est fait aujourd'hui, ce qui peut commencer à être fait dans les mois à venir et ce qui sera notre projet, parce qu'il faut donner le désir de voter pour nous, et nous ne donnerons pas ce désir en multipliant des annonces sans suite.
Enfin, dernière remarque, vous me le permettrez, sur le Parti. François Hollande a parlé du projet, il a parlé des désignations. Moi je voudrais parler de l'autorité du Parti parce que nous avons un certain nombre de conflits qui ont existé mais il faudrait, si nous voulons les trancher, les prévenir -il est vrai qu'il y a des conflits qui sont au-delà de toute autorité et de toute conciliation, parce qu'ils touchent trop aux passions profondes-…

La présidente - Tu peux conclure Alain ?

Alain Bergounioux - Oui je conclus. Il faudrait que le Parti unanime dans son Bureau national, dans son Conseil national, puisse soutenir les actions de l'autorité qui doivent être mises en œuvre par rapport aux camarades qui ne suivent pas l'orientation stratégique du Parti, parce qu'on ne peut pas se plaindre d'un certain nombre de conflits si tous nous ne faisons pas l'effort de donner son autorité au Parti.
(Applaudissements).

La présidente - Merci. La parole est à Henri Emmanuelli, Gérard Collomb se prépare.

Henri Emmanuelli

Merci. Mes chers camarades, je vais être relativement bref, d'abord parce que j'ai hâte d'entendre le maire de Lyon et ensuite parce que je ne voudrais pas retarder notre buffet, Madame la présidente.
Chers camarades, je voudrais féliciter toutes celles et ceux qui ont été élus et aussi dire toute ma sympathie à celles et ceux qui ne l'ont pas été, sachant que peut-être de toutes les défaites électorales celle des municipales est parfois la plus difficile à vivre, tout simplement parce que c'est celle où l'on est plus engagé par soi-même dans la proximité et celle par rapport à laquelle sans doute on se sent le plus de responsabilité personnelle.
Mes chers camarades, cela a été dit et je ne vais pas redire ce que j'ai écrit puisque d'aucuns m'ont fait le plaisir de le dire, et peut-être plutôt ajouter quelques commentaires à ceux qui ont été faits.
Il est certain qu'une élection locale n'est pas une élection nationale et que nous aurions tort, sans aucun doute, de projeter des résultats de dimanche dernier sur ce qui pourrait se produire dans un an. Ce ne seront pas les mêmes élections, pas les mêmes circonstances, pas les mêmes enjeux et je crois que là-dessus il est inutile que nous ayons entre nous une sorte de débat obscur pour savoir si c'est local ou si c'est national. Débat qui d'ailleurs, je le précise, n'intéresserait que nous.
En revanche, lorsque 40 millions de personnes, citoyennes, citoyens, sont appelés aux urnes, c'est tout de même un fait politique majeur. Convoquer le souverain, c'est-à-dire le suffrage universel, ne peut pas ne pas avoir de signification politique.
Et de ce point de vue là d'ailleurs, du point de vue de ce souverain, je souhaiterais pour ma part qu'un certain nombre d'ambiguïtés soient levées. Pour moi, socialiste, le suffrage universel est la seule source de légitimité, il n'y en a pas d'autre. Je sais que l'on prétend qu'il y en a d'autres, mais on n'a jamais réussi à me démontrer ou à nous démontrer quels étaient leurs fondements. Celui du suffrage universel nous le connaissons, c'est le vote des hommes et des femmes qui naissent libres et égaux, égaux en droit et chacun a sa part de souveraineté.
Pourquoi est-ce que je dis cela ? Parce que je le dis devant le Premier Ministre, je pense qu'il y a un débat qui n'est peut-être pas toujours très bien compris, en

rapport avec ce problème de cumul qui est celui de la légitimité politique. Je comprends bien la volonté du Gouvernement de moderniser la vie politique en faisant reculer le cumul des mandats mais je ne suis pas sûr que les françaises et les français comprennent parfaitement que les ministres élus puissent donner le sentiment d'avoir un handicap supplémentaire alors que ceux qui ne le seraient pas auraient une légitimité intacte et nouvelle.
Je crois qu'il faut même -si je comprends la logique qui a été encore répétée cet après-midi, explicitée - que l'on prenne un certain nombre de précautions pour ne pas trop embrouiller les esprits. Je dis cela parce quelques autres aussi, et je l'ai dit amicalement à notre porte-parole, à propos du suffrage universel, qui sont un peu inquiets, quand je t'entends dire, Mon cher Vincent, que le suffrage universel n'est pas la seule référence et qu'il faut faire attention parce que le Maréchal Hindenburg a été aussi élu, que c'est lui qui est appelé au pouvoir. Il me semblerait entendre là une critique qui n'a pas une importance considérable mais qui rappelle la critique faite régulièrement par les adversaires du suffrage universel à ce système qui permettrait à des gens de commettre des écarts.
J'ajoute de surcroît que sur cette affaire de légitimité politique toujours et de suffrage universel, nous devons, me semble-t-il, veiller à ce qu'il n'y ait pas ou en tout cas à ce qu'il y ait le moins d'ambiguïté possible. Mais ce n'est pas le sujet d'aujourd'hui.
Mais ce n'est pas le sujet d'aujourd'hui, encore que ce ne soit peut-être pas tout à fait indifférent.
Mes chers camarades, je répondrai aux interventions précédentes, je ne crois pas qu'il y ait entre nous de malentendus sur la portée de ce scrutin ou sur sa nature. Sur son contenu, y aurait-il entre nous débat sur les couches populaires et classes moyennes ?
J'ai entendu tout à l'heure, François, qu'il ne faut pas opposer les couches populaires aux classes moyennes. Il a raison. Personne n'a l'idée d'opposer les couches populaires aux classes moyennes, et nous avons effectivement toujours eu besoin des deux pour parvenir à une majorité, je dirai même parfois d'un peu plus.
Le problème n'est pas là, François. Le problème c'est que parfois on a le sentiment pour certains, que les classes moyennes sont limitées sur leurs droits et qu'il y a confusion parce qu'elles ne sont pas définies, délimitées parce qu'on ne sait pas exactement de quoi on parle.
Les sociologues ne savent pas ce que sont les classes moyennes, les économistes, les politologues ne le savent pas non plus.
C'est un corps central qui ne peut pas servir à toutes les justifications politiques et qui ne doit pas être confondu avec les cadres supérieurs.
Or je lis quand même, certaines têtes l'ont dit, qu'il ne faut pas lier les couches populaires et les classes moyennes, mais on inverse complètement la problématique, mon cher Alain, en disant qu'il faut aller des classes supérieures jusqu'aux couches populaires.
Je crains, et je le dis très tranquillement, que l'exercice soit relativement difficile. Non pas que nous ayons à refuser l'aide ou l'adhésion des cadres

Fondation Jean Jaurès

supérieurs, lorsqu'elle se présente, nous avons besoin de compétences, et il y en a toujours eu, mais de là à en faire une politique systématique, je crois que c'est insoluble.
Comme je vous l'ai dit avec peut-être un humour lourdingue, je le reconnais, allier les OS et les SO, cela ne va pas être tout à fait facile. Ceux qui émargent aux stock-options et qui prônent la rigueur salariale et ceux qui, comme vous l'avez vu récemment, s'accordent libéralement les stock-options illimitées et les salaires royaux, cela va être difficile de faire manger dans la même gamelle ceux qui défendent la création de valeurs et ceux qui défendent la progression des salaires.
Il y a une limite à cette forme d'œcuménisme politique et social auquel j'aimerais que nous soyons plus attentifs.
Même chose sur l'affaire des réformes sociétales, la Gauche sociétale, la Gauche sociale. Je ne pense pas que les objectifs réputés être ceux de la Gauche sociétale, la modernisation de la vie politique dont le cumul des mandats, la parité soient des objectifs inintéressants, bien au contraire.
Je crois qu'ils correspondent effectivement à une donne de la société moderne, à des exigences, étant entendu que j'étais heureux d'entendre Michèle expliquer la parité, ce n'était pas simplement la représentation politique mais la recherche de l'égalité pour une population des femmes qui sont généralement les premières victimes de l'exclusion, qui sont les maltraitées de cette société, qui sont les plus nombreuses à avoir des salaires à mi-temps, à être exploitées par les grandes surfaces, à avoir des enfants à charge.
Ce sont elles que nous trouvons en plus grand nombre en permanence, ce sont ces cas-là les plus difficiles à traiter. Peut-être est-ce malentendu politique…

Yvette Roudy - Tu es au courant ?…

Henri Emmanuelli - Je suis au courant, oui, Yvette !
Si on ne confondait pas certaines choses lorsqu'on parle de certains sujets, peut-être les femmes s'y reconnaîtraient davantage et voteraient davantage pour nous.
(Applaudissements et mouvements)
Je ne fais de remarque à personne, on peut peut-être me laisser m'exprimer tranquillement.
En revanche…

La présidente - Yvette, tu auras l'occasion de t'exprimer tout à l'heure !

Henri Emmanuelli - En revanche, je ne crois pas qu'il faille que ces objectifs-là servent d'alibis pour se substituer à d'autres. Or, on peut avoir - je suis prudent - parfois le sentiment que certains objectifs ont comme objet de se substituer à d'autres.
J'aime l'éthique, mais je préfère la justice sociale parce que parfois l'éthique est un système cruellement inégalitaire comme dans la société anglo-saxonne, la justice sociale l'est beaucoup moins. Cela reste davantage parlant. Je m'interroge

parfois sur ces substitutions et je préfère l'égalité de condition qui a disparu de notre discours plutôt que l'égalité des chances qui a une signification aussi, mais qui n'est pas la même. Cela va beaucoup moins loin. L'égalité des chances est aussi compatible avec un système extrêmement égalitaire, alors que l'égalité de condition l'est beaucoup moins.

Je n'insiste pas, je n'ai pas à développer l'ensemble des motifs, mais de grâce que l'on cesse ce jeu où l'on a parfois le sentiment que l'on décale l'idéologie de notre Parti vers un secteur qui est sans doute très sympathique à certaines catégories de la population étant entendu que ces catégories sont celles qui n'ont pas intérêt à ce qu'on fasse des remises en cause sur le partage de la richesse de la valeur de notre pays. Celles-là, oui, elles préfèrent les réformes sociétales que les réformes sociales. Et c'est bien normal. Je ne dis pas que c'est la ligne de notre parti, je dis qu'il existe des risques de confusion et qu'on les constate, qu'on les a constatés parfois à l'examen de certains dossiers.

Je termine, puisqu'il faut être bref.

Faut-il changer de politique ?

Cette question un peu rituelle, à la veille en général de ce que nous analysons non pas comme un désastre plutôt comme une déception nous appelle non pas à je ne sais quelle autocritique mais plutôt à un devoir de lucidité.

Je ne crois pas à cette ritournelle sur le changement de politique. D'abord, mes chers camarades, la ligne droite est devant nous, elle n'est pas si longue que cela. Je ne crois pas qu'il y ait beaucoup le temps d'expérimentations nouvelles si tel en était le besoin ou notre désir. En plus, où sont les marges ? Elles ont déjà été largement entamées pour ce genre de politique.

En revanche, je crois que sans beaucoup de marge supplémentaire, il y a une chose que nous pouvons faire, c'est faire de la politique, peut-être refaire un peu plus de politique que nous n'en avons fait. Y compris avec les décisions qui ont déjà été prises et les marges qui sont les nôtres, je crois qu'on peut progresser.

Il y a eu le débat sur les salaires, il a été en tout cas à nos yeux, peut-être pas aux yeux de toute le monde, central pour le dernier congrès. Il a été traité d'une certaine manière que je ne qualifierai pas, je ne dirai pas avec beaucoup d'attention, je pense que cela en aurait mérité davantage et je crois que c'est toujours le cas. Je crois qu'il n'est pas trop tard pour s'intéresser au pouvoir d'achat des couches populaires, de certaines classes moyennes, y compris à travers l'allocation pour l'emploi, car nous ne l'avons décidée que pour un an, nous ne l'avons pas décidée pour cinq ans, et je crains que ce qui doit se produire après l'an 2002 soit un peu tardif. Peut-être faudrait-il réexaminer la possibilité de revoir les choses.

Je ne crois pas qu'il soit trop tard pour les salaires en général, ni dans le privé, ni dans la fonction publique. Je ne crois pas non plus, mes chers camarades, et je terminerai par là, qu'il faille des marges supplémentaires sur le plan économique et financier pour clarifier notre situation aussi bien en tant que parti qu'en tant que gouvernement par rapport à cette extraordinaire entreprise de destruction qu'est l'affaire de la refondation sociale par le MEDEF.

Ce n'est pas une affaire d'argent, c'est une affaire de positionnement politique. Or, sans vouloir ici distribuer les bons ou les mauvais points ou les jugements intempestifs, je dirai quand même qu'on a le sentiment qu'à plusieurs reprises et pas à une seule, ce sont les syndicats qui se battaient pour la préservation des systèmes de protection sociale tel que nous l'avons toujours souhaité : régime de retraite par répartition, scrutin, etc.
Nous avons le sentiment que c'est plutôt une volonté de désavouer le MEDEF et ceux qui ont servi de cosignataires.
Je ne dis pas que c'est une des raisons, parce que les raisons qu'a évoquées le Premier secrétaire, je ne les récuse pas, je les partage toutes, chacun pourrait doser cela à sa manière, celle-là n'a pas été évoquée. Dans l'esprit de beaucoup de gens, on se pose des questions et quand on se pose des questions, la confiance fléchit et quand la confiance cela peut se traduire par la désaffection, par l'abstention.
Je souhaiterais vraiment que, sur ce dossier, nous soyons politiquement allants et clairs dans les mois qui viennent. C'est un combat politique de premier plan qui, encore une fois, n'est pas une affaire d'argent mais une affaire d'orientation.
Je terminerai en disant que nous n'aurons pas le temps pour agir, mais il y a des petits signes que nous pouvons donner. Nous sommes en train, au groupe, de préparer une loi sur le financement public des syndicats. Je pense qu'elle intéressera autant l'opinion de gauche, que les couches populaires, que les couches moyennes, sinon plus que certains projets que je vois inscrits et qui, à mon avis, ne passionneront pas les foules.
Il y a comme cela un certain nombre de signes à donner, comme l'a dit notre Premier secrétaire, en direction de la jeunesse, dans cette affaire des emplois qui commence à préoccuper. Il va falloir prendre position rapidement car cela pourrait redonner du contenu et du sens à notre combat politique car ma conviction est que nous gagnerons l'année prochaine, et je pense que nous allons gagner, à une seule condition : c'est que nous fassions de la politique.

La présidente - La parole est à Gérard Collomb, maire de Lyon. (Applaudissements)

Gérard Collomb

Mes chers camarades, je me demande si je ne devrais pas me contenter de vous saluer et regagner ma place parce que, à mon avis, le meilleur moment est passé. (Rires)
Je me contenterai simplement de vous faire quelques remarques sur notre campagne et peut-être vais-je m'immiscer un peu, mais de manière modeste, dans le débat théorique qui s'esquisse.
D'abord sur le premier point, est-ce que c'était des élections locales ou est-ce que c'était des élections nationales ?
Je vais vous dire que ce que j'ai constaté : si le bilan gouvernemental avait été un mauvais bilan, nous n'aurions pas gagné Lyon.

C'est-à-dire que si le vent n'avait pas soufflé dans le bon sens au niveau gouvernemental, nous n'aurions jamais gagné Lyon.
Ceci étant, et à partir de là, il ne fallait pas se tromper de campagne. Ce n'était pas un référendum sur le bilan du gouvernement, c'était une campagne pour un projet de ville.
J'ai dit dès le début qu'il fallait faire campagne sur les attentes quotidiennes des gens, sur ce qu'ils exprimaient et non pas sur un projet théorique de la société ou nous étions à coup sûr totalement à côté de la plaque.
J'ai toujours pensé que ceux qui gagneraient seraient ceux qui incarneraient le mieux l'âme de leur ville, le cœur de leur ville, ceux qui auraient le mieux compris comment fonctionnait leur ville forcément dans sa diversité, parce que, mes chers camarades, une ville, mais un pays aussi, c'est forcément complexe. Et si on veut réduire schématiquement la société, on se plantera toujours parce qu'on en arrivera à des positions caricaturales.
Comment avons-nous fait ?
D'abord, nous avons essayé de rassembler.
On a d'abord essayé de rassembler les Socialistes. Ce n'est pas toujours facile parce que, comme toutes les fédérations, on a nos divergences, nos différences et il fut un temps où la fédération du Rhône était connue pour des clivages assez marqués. Il y avait des rivalités de femmes et d'hommes assez marquées. Je tiens à rendre hommage à la Première Secrétaire fédérale du Rhône qui a réussi à aplanir un certain nombre de difficultés car ce n'était pas toujours facile.
Ensuite, il fallait rassembler toute la Gauche plurielle, et moi je dis toujours, mes camarades, il y a deux problèmes :
Premièrement vous aimeriez bien rassembler toute la Gauche plurielle, mais à condition que vous ayez toutes les places et que les autres ne fassent finalement que le soutien.
Deuxièmement, vous aimez bien la Gauche plurielle à condition qu'ils vous ressemblent comme des frères jumeaux.
Si elle est plurielle, c’est que les Verts ne sont pas tout à fait comme nous, que les radicaux ne sont pas tout à fait comme nous, et que le MDC n’est pas tout à fait comme nous…
Si on n’accepte pas ces données-là, il est vrai qu’on n’arrive à rien construire. J’ai vu se détruire, dans un certain nombre de communes, les possibilités de victoires parce qu’il y avait ce refus de la diversité et du rassemblement.
Ensuite je crois qu’il fallait dépasser ce que représentait la Gauche plurielle pour s’ouvrir assez largement sur la société.
Je dirai, de manière générale, que les partis politiques, dans les prochaines années vont faire une profonde révolution sur eux-mêmes et s’ouvrir très largement aux éléments jeunes de la société en particulier. C’est en train de venir sur la parité.
On le voit de plus en plus dans les sections locales, je ne parle pas au niveau national.
Il y aura toujours des débats qui seront de haute portée.

Fondation Jean-Jaurès

Nous nous transformerons en un mouvement au sens propre sectaire, c'est-à-dire replié sur soi-même, ne pensant qu'à travers ses propres schémas de pensée ou pour décrypter ce que l'un ou l'autre dit : « il faut avoir 15 ans de parti ou bien tout nouvel adhérent se trouve complètement perdu et trouve le débat dépourvu de sens, de tout intérêt.
Il faut s'ouvrir sur l'extérieur et puis je crois ne pas se tromper de débat.
J'entends effectivement un débat s'esquisser sur la nécessité d'une radicalisation. Comme je le disais, notre électorat, il est divers. Il est constitué à la fois de couches populaires, et constitué en même temps de couches moyennes. SI on ne réunit pas les deux ensemble, eh bien cela ne fait pas une majorité d'autant plus que je tiens à attirer votre attention : si comme le disait Henri Emmanuelli les couches moyennes sont complexes, les couches populaires ne sont pas moins complexes.
Moi je trouve qu'aujourd'hui il existe un grand problème : c'est qu'il s'est passé une grande fracture dans les couches populaires, instruite par la crise, entre ceux qui se seront enfoncés dans la marginalisation économique, sociale et culturelle, et c'est le cas dans un grand nombre de cités, qui du coup, sont dans une position où ils s'enferment dans une espèce d'assistanat et puis ceux de l'autre côté, salariés je dirai qui n'ont pas connu les dégâts de la crise.
Il y a une espèce de concurrence, et une rivalité entre les couches sociales qui est très forte, et qui fait qu'une partie des couches sociales salariées risque de se laisser attirée par le discours de la droite sur les notions de dénonciation de l'assistanat.
Si nous ne prenons pas cela en compte, si nous ne faisons pas un effort fondamental pour sortir un certain nombre de couches, en particulier de jeunes, de leurs positions de marginalité, et si nous ne les réinsérons pas dans le monde du travail, eh bien je crois que nous perdrons les élections dans les couches populaires parce que la fracture qui est en train de se produire, continuera à s'accroître.
De l'autre côté, sur les couches moyennes, il se trouve que dans les grandes villes, il y en a quand même beaucoup. Il y a beaucoup de gens qui sont prêts à se reconnaître de nous, qui n'ont pas vraiment la tradition, qui fait que d'élections en élections, on est toujours fidèle mais qui sont prêts à aller chez nous, si nous correspondons à un certain nombre de leurs attentes.
Nous correspondons déjà à leurs attentes sur toutes les réformes de sociétés que nous avons faites.
Je pense que les problèmes de la parité, du PACS, ne sont pas des réformes mineures mais que dans ces milieux-là, elles ont un impact absolument considérable.
Ils ne refusent pas, malgré ce qu'on peut dire, tout partage social. Ce qu'ils veulent simplement c'est que nous ne bridions pas la créativité, l'innovation et tout une série de gens effectivement venant des milieux universitaires.
Les gens qui sont en train de créer leur propre entreprise, dans les domaines de la Net-Economie… ce ne sont pas des bourgeois, ils partent de rien et créent des choses.

Fondation Jean Jaurès

Si on ne fait pas attention à prendre en compte aussi ces couches sociales, je crois que nous les laisserons effectivement dériver vers la droite. A ce moment-là, nous nous retrouverons minoritaires.
Mes chers camarades, je vous disais que le meilleur moment était pour le début. Je conclus là avant que vous ne siffliez.
(vifs applaudissements).

La présidente - Merci. La parole est à Laurent Fabius.

Laurent Fabius

Chers camarades, trois observations pour commencer sur ces élections locales en disant - et cela me permettra de ne pas m'étendre trop longtemps – mon accord avec l'analyse qui a été dressée par François.
D'abord un point sur lequel j'imagine que nous serons tous d'accord : les résultats sont manifestement contrastés.
On a eu des victoires magnifiques, historiques, sans que le mot soit galvaudé en l'occurrence : par exemple, Lyon, Paris et d'autres encore.
On a aussi eu des déceptions et des défaites. On l'a dit, c'est souvent dû à nos divisions. Notre Parti, même si ce n'est pas facile, par des mécanismes de décisions plus respectés, plus efficaces, devra mieux combattre à l'avenir.
On a eu beaucoup de succès également aux municipales et aux cantonales, avec une très grande diversité.
Il ne faut pas oublier, même si c'est tentant, dans le commentaire, on tort la réalité… ce n'est pas le but de la logique générale et en plus, finalement, c'est inopérant.
Parmi toutes les explications qui ont été fournies ou qui seront fournies, je pense que l'explication, peut-être la plus probante, dans certains mouvements d'ensemble que l'on peut voir, ce serait à mon avis celle-ci :
- D'un côté, le renforcement de ce que j'appellerai la capacité électorale de la droite liée mécaniquement à l'affaiblissement de l'extrême-droite et à des transferts de lois.
Lorsqu'on regarde les choses, c'est vraiment massif.
D'un autre côté la Gauche a subi certaines divisions néfastes au premier tour, une mobilisation certes insuffisante et une addition des voix au deuxième tour, qui s'est révélée parfois décevante, ce qui pose le problème dont nous reparlerons, des conditions d'obtention et de fiabilité d'une majorité plurielle.
Pour l'an prochain, je reprends la formule utilisée : tout est ouvert. Beaucoup va dépendre de notre action gouvernementale, de notre capacité collective à soutenir cette action, de notre attitude à présenter un projet qui à la fois tienne compte de notre bilan – on est en rupture totale – mais qui prolonge ce bilan et le dépasse.
On connaît les termes : davantage d'emploi, de meilleur emploi, la réforme et la gestion, la sécurité, j'y reviendrai, et l'innovation.
Et j'ajouterai, comme chacun à cette tribune, l'électorat des classes moyennes et l'électorat des couches populaires.

Fondation Jean-Jaurès

C’est dire la grande importance du lien entre le Gouvernement et le Parti, la place décisive par rapport à la période, au niveau des propositions du Parti.
J’apporterai, autour de Lionel et de François, comme chacun d’entre nous, tout ce que je peux.
Je voudrais aborder deux ou trois questions.
- D’abord la question que j’appellerai de l’identité sociale.
J’ai tourné dans les campagnes et j’ai été frappé notamment par une certaine difficulté à identifier, par leur programme, nos listes et plus généralement celles de la Gauche.
Beaucoup des candidats qui se présentaient sur l’ensemble de l’échiquier, qui étaient par nature de sensibilité différente, proposaient - c’est ainsi que je l’ai vu – à peu près la même chose.
Comme en outre nous nous retrouvons dans un contexte de cohabitation qui atténue la perception des différences, comme les instruments nationaux que nous mettons en place, je pense à la politique de la ville, à la CMU, au RMI, s’appliquent bien sûr à toutes les communes, à tous les départements, comme le rejet du politique, même quand c’est au niveau local, et malheureusement c’est assez général, eh bien la différenciation entre droite et gauche est souvent peu apparente pour l’électeur.
L’identité socialiste a été finalement assez peu revendiquée. La thématique principale étant celle du bon maire.
Tant mieux quand il est de gauche, et quand il est de droite, par quoi voudriez-vous par le remplacer ?
Cette neutralisation idéologique n’existe pas seulement depuis ces élections. Elle me semble s’être accentuée
Je vous rappelle qu’à d’autres époques, nous mettions par exemple l’accent – les choses ont changé – spécifiquement sur l’école publique et à d’autres moments, sur la décentralisation.
Nous revendiquions un certain nombre de priorités fermes aujourd’hui, mais aujourd’hui j’ai le sentiment que c’est moins vrai.
Certains éléments très positifs peuvent être des identifiants de nos choix, et je pense à la parité qui, désormais, s’impose à tout le monde.
Il existe d’autres priorités : ce sont par exemple le renouvellement du logement, et même la reconstruction complète de certains quartiers, que devrait rendre possible une politique encore plus ambitieuse de solidarité financière entre les collectivités locales mais tout cela ne s’est pas encore matérialisé.
Il faut dire que nos élus sont souvent remarquables. Je pense que l’identité socialiste communale ou départementale est donc importante à ce niveau.
SI on veut, dans le futur, essayer d’éviter ce problème que j’ai ressenti, en tournant en France, c’est pour le Parti et pour la FNESER, une tâche très urgente et très importante, afin de faire en sorte que nos élus et nos candidats puissent retrouver cette identification autour de quelques thèmes précis que je n’ai pas ressentis.
Précisément, ceci est d’autant plus vrai que je crois que nous n’avons toujours pas su incarner certains thèmes, que les résultats des élections ont montré très

Fondation Jean Jaurès

porteurs, et du même coup, que cela fait le jeu de nos opposants, ou de nos concurrents.
Je voudrais en prendre deux :
- D'abord la sécurité.
Tout le monde constate que ce thème a contribué à faire battre plusieurs de nos candidats malgré l'action gouvernementale, malgré nos actions locales.
Nous continuerons souvent d'apparaître à tort mais je crois que c'est ainsi, mais moins déterminés que la droite.
La lutte contre l'insécurité. Je sais, comme vous, le caractère fantasmatique de cette invitation. Je sais surtout les manipulations qu'elle permet, à propos d'un texte que François a souligné qui peut réunir l'extrême-droite resituée ou non, et qui est très sensible pour l'électorat populaire.
On a beaucoup parlé de l'abstention dans les couches populaires. Je pense que si on doit relier l'abstention à telle action ou à telle inaction gouvernementale locale, ou à la perception de celle-ci, c'est d'abord là qu'il faut chercher, dans ce difficile ressenti de l'insécurité.
Il nous faut donc, à la fois, nationalement et localement, renouveler cet effort sur ce point.
Il faut renouveler cet effort dans les faits, et c'est là la tâche que remplit fort bien Daniel, car ce n'est pas un ouvrage facile.
Se pose une question : vous savez que les prévenus incarcérés doivent être actuellement transférés sous escorte au Palais de Justice pour être interrogés.
Pourquoi les magistrats ne pourraient-ils pas accepter d'interroger les prévenus dans un local même de la prison ?
Il y a des objections de toutes sortes mais cela représente quand même plusieurs milliers de forces de sécurité disponibles en plus.
Au-delà de la question des moyens, je pense que c'est un discours que nous avons déjà depuis plusieurs années. D'ailleurs, c'est en commençant à avoir une attitude générale orientée vers la sécurité, que nous pourrons renforcer cette dernière et ce, sans tomber dans la caricature bien évidemment.
Si, sous l'impulsion de Lionel Jospin, nous avons été capables de faire reculer le chômage, auquel paraît-il nous étions inévitablement condamnés, nous devrions être capables d'éradiquer l'insécurité.
Je pense que la sécurité publique n'est pas séparable de celle retenue lors de la consommation, de la retraite, et d'autres… !
Nous devons être porteurs à la fois des sécurités et des innovations en insistant sur cette exigence de sécurité à la fois au quotidien, et dans des circonstances phares que j'ai à l'esprit.
De même, il va falloir entourer le passage à l'euro qui ne sera pas une affaire facile, psychologiquement facile.
Un autre thème concerne l'environnement et la qualité de la vie.
Nous savons que notre mouvement, notre Parti, s'est bâti contre l'exploitation et pour défendre les ouvriers dans les productions. Nous sommes donc légitimement, historiquement partis d'une logique plus productiviste liée à notre histoire et nous avons progressivement fait nôtre la démarche environnementale.

Contribution Jean Jaurès

Nous sommes des partisans tout à fait résolus, ce n'est pas une affaire de positionnement politique, de l'écodéveloppement, du développement durable.
Cependant, je pense que nous sommes encore perçus comme timides, en tout cas, ce sont les Verts qui sont réputés porter mieux que nous cette exigence écologique qui est identifiée souvent à la jeunesse.
Dans notre action locale et nationale sur l'environnement, sur le logement, sur les transports, sur la consommation (tout cela est lié), nous devons donc essayer d'améliorer cette perception, à la fois en nous investissant nous -mêmes comme socialistes avec beaucoup d'audace, y compris d'abord dans les mairies, et il n'y a pas de raison de réserver les postes d'adjoints à l'environnement aux Verts, et symétriquement en confiant aussi aux Verts d'autres tâches importantes qui vont les confronter à la double culture de la revendication et de la gestion, car nous ne devons pas seulement être les gardiens des équilibres cependant que d'autres seraient les dépositaires de l'imagination. Nous devons êtres porteurs de cette double exigence, parler à la fois pour les couches populaires et pour les couches moyennes, sur les questions traditionnelles, et Gérard vient fort bien de le dire à l'instant, sur les questions nouvelles.
On a prétendu dans le débat qui est né, non pas à cette tribune, mais que l'on voit fleurir, négligeant un peu la diversité des résultats, que ceci était une sanction de la politique économique et sociale, sanction assez globale.
Je pense qu'il faut que nous essayions de ne pas nous tromper sur ce point. D'abord, telle n'était pas du tout la question posée. Je ne sais pas si vous avez fait la même expérience que moi, mais je n'ai pas entendu, ni la droite, ni la Gauche locale, dire dans ces élections : votez pour nous, soit afin de combattre, soit afin de plébisciter la politique économique et sociale du gouvernement, même si, sans doute, si elle avait été combattue, contredite, fondamentalement un certain nombre de résultats, notamment dans les grandes villes, n'auraient pas été obtenus, mais je pense que ce n'est pas sur cette base principalement que les électeurs se sont déterminés.
Sur le fond même, s'il reste énormément de progrès à accomplir, je crois que peu de gens, à condition bien sûr qu'on le relaye, contestent la baisse massive du chômage, la maîtrise de l'inflation, les efforts fondamentaux de justice sociale. Si l'on mesure le recul massif du chômage qui est la première des inégalités, si en tirant le bilan de ces quatre ans, on constate (ce qui devrait être popularisé, c'est exact) que 80% des fruits de la croissance sont allés à la rémunération du travail, si prenant par exemple les débats de cette semaine du Conseil européen de Stockholm, on constate que c'est tout de même le Gouvernement français de la Gauche qui a obtenu que l'on évite une dérégulation à la hussarde des services publics avec ses conséquences sociales, le déménagement du territoire, je crois que l'on peut parfaitement montrer la réalité de nos orientations à gauche. Cependant, je suis le premier à reconnaître qu'il est vrai, d'une part, que la croissance laisse encore en dehors de sa route de nombreuses personnes en situation précaire qu'il faut aider par notre action économique, sociale, culturelle, environnementale et que, d'autre part, un bilan n'est porteur que s'il

est assumé et popularisé et s'il sous-tend un projet auquel, par définition, il n'a pas encore abouti.
C'est sans doute ainsi, mes chers camarades, et non pas en ajoutant 10% à toutes nos décisions publiques, ce qui, dans l'environnement économique international devenu un peu plus difficile, garantirait une rencontre assez rapide avec le mur, que nous répondrons aux attentes qui sont d'ailleurs diversifiées, de nos électeurs.
Moi, je n'aime pas l'expression "tomber à gauche", parce que si elle comporte une bonne partie de phrase à gauche, elle comporte l'expression tomber. Je pense qu'il s'agit de réussir à gauche, c'est-à-dire de continuer à gouverner à gauche pour plus d'emploi, plus de justice et plus d'efficacité.
Je voudrais conclure par là où j'ai commencé et ce terme qui a été utilisé : tout est ouvert, en ajoutant que le fait de voter est malheureusement de moins en moins perçu comme devoir et un acte identitaire, mais comme un droit et comme un geste souvent consumériste.
Pour renforcer nos atouts, je ne pense pas qu'a gauche une politique d'entretien du mécontentement puisse être efficace et je pense même que dans notre situation de pilier de la majorité, elle serait carrément absurde, pas plus que ne serait efficace une attitude qui consisterait à traiter les problèmes ou les groupes sociaux l'un après l'autre en fonction de leur degré de protestation, car on ne ferait qu'attiser leurs revendications, flatter les corporations et finalement, effacer toute lisibilité d'ensemble.
En revanche, nous devons, me semble-t-il, rester à l'écoute, veiller, on l'a dit, à l'application effective et rapide de nos décisions, corriger tout ce qui doit l'être, assumer notre bilan, le populariser et le lier à notre projet, cela, tout en menant le débat entre nous et au sein de la Gauche, mais sans oublier (là, je suis d'accord avec Henri) de questionner la droite et je dirais même de débusquer la droite, car ce serait une grave faute, occupés à nos déballages intimes, d'oublier que la droite est là désormais en embuscade, s'apprêtant à surfer à la fois sur son propre silence programmatique, sur sa conversion à la religion du terrain et sur la mine, un peu rajeunie, de ses nouveaux élus, afin d'imposer, plus tard si elle le pouvait, une politique réactionnaire.
Ne nous trompons donc pas, ni de débat, ni de cible.
J"évoquais notre projet, nous aurons l'occasion d'en reparler, les axes centraux ne vont pas être épuisés dans l'action gouvernementale d'ici un an. Je dirai simplement que dans la société du savoir et de l'égalité des chances, un objectif, on l'a souligné, plus un seul jeune au chômage, me paraît fort, davantage d'emplois et davantage de sécurités, ce qui signifie la sécurité publique, la sécurité de la retraite, la sécurité du pouvoir d'achat, la sécurité de la consommation, une réforme de la formation pour aller vraiment vers la formation tout au long de la vie, une réforme de l'Etat pour que la deuxième phase de la décentralisation s'engage vraiment, que les services publics soient réellement placés au service du public, quels que soient la commune et le quartier, une réforme de la construction européenne pour faciliter la régulation

mondiale, cesser de faire rimer l'Europe comme trop souvent aujourd'hui avec la peur du recul social, et redonner, on en a besoin, une perspective.
Les sujets de mobilisation et de propositions, ceux-là et d'autres, ne manquent pas, mais je suis convaincu, autour de Lionel et de François, que nous saurons les saisir. C'est évidemment la tâche centrale des mois qui viennent. Merci.
(Applaudissements)

La présidente - Julien Dray.

Julien Dray

Mes camarades, rapidement parce que je crois que beaucoup de choses ont déjà été dites, je crois que s'il y a une question qui nous interpelle et qui, par delà toutes les interrogations locales, renvoie à la proximité, à la capacité de bien représenter le projet d'une ville, c'est ne pas faire injure à ceux qui ont perdu.
Il y avait aussi beaucoup de nos candidates et candidats qui symbolisaient bien le projet public, avaient su rassembler la Gauche et ont fait tous les exercices imposés d'une élection locale en termes de travail de proximité et de terrain.
Je crois que par delà cette explication, il y a une question qui nous interpelle plus profondément qui a été abordée par le Premier Secrétaire : pourquoi, au deuxième tour des élections, des réflexes traditionnels, des réflexes que l'on pouvait appeler à l'époque des réflexes de classes ou des réflexes de camp, des réflexes d'identité en tous les cas, commencent à ne plus jouer de manière automatique ? Pourquoi, alors que nous savons, les uns et les autres, que ceux qui maintenaient des listes au deuxième tour, qui prenaient donc la responsabilité, le risque de faire passer des listes de droite, dans le passé, étaient inévitablement sanctionnés par le suffrage, ces listes perdaient beaucoup de voix, elles étaient alors sanctionnées par les électeurs qui considéraient qu'ils faisaient le jeu de l'adversaire, pourquoi, en ces élections locales et dans plusieurs cas particuliers, lorsqu'on regarde, on s'aperçoit que ce réflexe ne joue plus ? Il y a même un sentiment qui est que, finalement, on a voté pour cette liste au premier tour, on continue à voter pour cette liste au deuxième et on se "fout " du résultat, c'est-à-dire que l'on renvoie des camps qui sont pour nous pourtant identifiables dos à dos.
C'est la première des questions qui nous est posée pour les semaines et mois à venir. Cela veut dire qu'il y a un problème d'identification qui renvoie à des combats, à des idéaux, à des symboles qui ne sont plus automatiques par rapport à une partie de notre électorat ou par rapport à de nouveaux électeurs qui viennent à la politique.
Je l'ai dit en Bureau National, quand on était plusieurs dans les années 70, même si on n'était pas d'accord avec François Mitterrand, même si on n'était pas d'accord avec le Parti Socialiste, au deuxième tour, spontanément, on allait voter pour la Gauche et on savait pourquoi on le faisait. On était dans la même famille de pensée, on était dans le même camp. C'est la question qui nous est posée. Un sentiment s'est installé progressivement pour une partie, pour un segment, que finalement tout cela, c'était un peu la même chose et quand on lit, par exemple,

Fondation Jean Jaurès

la dernière enquête qui a été faite sur les jeunes dans les cités populaires, on voit que le sentiment qui domine, c'est que finalement, tous les hommes politiques, c'est pareil, la Gauche et la Droite, c'est pareil et à ce moment-là, pour cet électorat, on se comporte comme un consommateur, on va voir celui qui va donner plus, on fait un chantage au programme et c'est celui qui donne le plus qui peut, peut-être, avoir nos voix au deuxième tour.
La question donc renvoie effectivement à celle de l'identité socialiste, c'est-à-dire de savoir et de créer les conditions de symbole qui renvoient en permanence à l'identité, qui fassent que les gens sachent, même si on n'est pas d'accord, même si on trouve qu'ils n'en font pas assez, même si l'on trouve qu'il faut en faire plus, qu'ils sont quand même dans ce camp là.
Je l'ai dit de manière un peu provocatrice, mais de temps en temps, il faut aussi créer le choc. Je crois qu'à un moment donné, il faut savoir si l'on est à Davos ou si l'on est à Puerto Alegre, c'est-à-dire si l'on est du côté d'un certain ordre qui est en train de se construire, qui crée un sentiment de révolte montante aujourd'hui, notamment chez les jeunes générations, ou avec ceux qui contestent cet ordre là.
Cela ne veut pas dire qu'il faut faire un découpage mécanique, évidemment, mais cela veut dire qu'il faut donner le sentiment que l'on est dans cette famille de pensée là, que l'on est avec cette famille de pensée et que l'on combat y compris certaines illusions qui peuvent exister dans cette famille et que l'on combat y compris certains comportements qui peuvent conduire à l'échec, mais que l'on est avec ces gens là, que l'on est en dialogue permanent avec eux. C'est comme cela d'ailleurs que l'on évitera la sectarisation qui est aujourd'hui à l'œuvre de la part d'un certain nombre de groupuscules.
La politique, ce sont des symboles et ces symboles, il faut en permanence les faire vivre. Cela veut dire que dans cette élection, moi aussi j'ai tourné un petit peu, j'ai vu beaucoup de camarades, de candidats, qui, peut-être par réflexe, n'avaient plus cette revendication, y compris de rappeler qu'ils étaient adossés à la politique gouvernementale et à ses succès. Ils n'avaient même plus ce sentiment de dire : mais nous, on est dans le cadre de la Gauche plurielle adossés au succès des 35 heures, de la Couverture Maladie Universelle, d'un certain nombre de grandes réalisations.
Je crois que dans la réflexion que nous aurons sur notre projet, cette question de l'identité du combat contre le libéralisme, du fait que notre action est irriguée en permanence par cette volonté de combattre le libéralisme et par un certain nombre de symboles forts qui renvoient à cela, est importante si l'on veut effectivement ne pas se retrouver dans une situation d'éclatement et donc, à partir de là, parce que l'on perd un peu sur un électorat contestataire, essayer de compenser cette perte de l'autre côté.
Voilà une première question qui, je crois, nous est posée et je pense que dans la préparation de notre projet, il nous faudra effectivement créer le cadre de discussion et de confrontation, évidemment pas avec les groupes d'extrême gauche, là n'est pas le problème, mais avec un certain nombre de forces sociales aujourd'hui qui sont en mouvement.

Fondation Jean Jaurès

Je pense que, par exemple, un mouvement comme Attac rassemble des milliers de personnes. Quand il se passe ce qui se passe sur la plan syndical aujourd'hui avec une syndicalisation montante dans un certain nombre d'entreprises, avec des grèves importantes dans le secteur privé, c'est avec ces gens là que nous voulons discuter pour montrer que contre le MEDEF, c'est nous, contre l'ordre libéral, c'est nous et que même si l'on nous reproche quelque chose, c'est avec nous qu'il faut être parce que nous ne sommes pas comme les autres et nous n'avons rien à voir avec les autres.
C'est la première question qui, je crois, devra irriguer notre réflexion sans nier je le dis tout de suite pour qu'il n'y ait pas de faux procès, d'ultimatisme, de slogans rapides, que c'est une difficulté et qu'il va falloir la traiter.
La deuxième question renvoie à un autre aspect des choses. J'ai dit que la politique, c'était s'informer. C'est aussi des actes concrets et cela me permet d'aborder la question de la sécurité devant vous.
Sur cette question, je n'ai pas de doutes, je pense que la majorité de nos camarades est aujourd'hui convaincue, est c'est un bien, que la sécurité est un droit fondamental. Je ne vous la fais pas, vous la connaissez tous, vous l'avez vu pendant votre campagne électorale, cela concerne les plus pauvres qui sont les plus victimes de l'insécurité avec une petite remarque par parenthèse : je ne crois pas qu'il faille mettre la question de la sécurité publique sur le même plan que la sécurité alimentaire ou sur la recherche de sécurité. Je crois justement que par rapport aux quartiers populaires, il ne faut pas donner le sentiment que l'on transige sur cette question ou qu'on la noie dans d'autres questions. Elle est trop importante, certainement encore plus dans ces quartiers là pour que l'on donne ce sentiment d'une dilution. C'est pourquoi je ne pense pas que le concept de sécurité est un bon concept. Il faut trouver autre chose. Le droit à la sécurité est un phénomène particulier qui revendique une situation pour les gens, un vécu quotidien qui ne doit pas être banalisé et relativisé.
Maintenant, quel est le problème de la sécurité ?
Une fois qu'on a revendiqué le droit à la sécurité, la question que posent les gens sur le terrain c'est : qu'est-ce qui change concrètement pour nous ? Vous nous dites : "Oui, il y a un droit à la sécurité, mais dans mon quartier il y a toujours les mecs qui nous cassent les pieds en faisant du chahut ! Il y a toujours la même bande de jeunes qui est là, qui me menacent quand je rentre le soir ou qui me donnent ce sentiment d'insécurité parce qu'ils chahutent et parce que je n'arrive plus à cohabiter avec ces jeunes, je ne sais plus dialoguer avec eux, qui sont inoccupés. Pourquoi mon fils, quand il va à l'école, a le sentiment, ou même plus que le sentiment, a entendu ou vécu le racket et il a été agressé ? Pourquoi ma voiture a été dérobée ?" Ce sont cela, les questions qui sont posées sur le problème de la sécurité, c'est-à-dire que ce sont des actes concrets dans la vie quotidienne et effectivement, à ce stade-là, nous vivons sur le problème de la sécurité le décalage qu'il y a entre les effets d'annonce, la revendication d'une idéologie et la traduction concrète dans la vie quotidienne des citoyens de ces décisions.

Là il y a un retard, et là il y a un problème. D'où le sentiment qu'on parle en haut, mais que, sur le terrain, il ne se passe rien et que cela continue. D'où à partir de là tous les réflexes qui peuvent s'exprimer sur le plan électoral.
Là, s'il y a quelque chose à corriger sur ce problème de la sécurité, c'est bien maintenant en traduisant cela sur le terrain, concrètement. Quand par exemple un certain nombre de régions mettent sur la table de l'argent pour construire les postes de police et les commissariats de police et quand l'Etat leur dit : "Eh bien, la programmation est trop lente" - et ce n'est pas un reproche qui est fait à Daniel Vaillant, c'est plutôt d'ailleurs un reproche qui est fait à Jean-Pierre Chevènement et au retard qu'il a pris dans un certain nombre de choses qu'il aurait dû faire et qu'il n'a pas faites, on pourrait en parler par la suite - là il y a un problème. Pourquoi ? Parce qu'on peut apporter aujourd'hui des réponses concrètes mais d'un certain point de vue les collectivités territoriales sont en avance par rapport à l'Etat et nous n'arrivons pas à mettre en place un certain nombre de choses qui sont attendues.
Quand, dans une ville que je connais bien, il faut attendre six ans pour construire un commissariat qui a été annoncé en 1992, eh bien ! Il y a là un décalage terrible parce qu'on revendique le droit à la sécurité mais il n'y a pas la réalité concrète. Donc, s'il y a aujourd'hui une nécessité, c'est, par delà ces symboles, d'arriver maintenant, dans les mois à venir en tous les cas, sur le problème de la sécurité, à donner le sentiment qu'on n'a pas fait simplement de l'élaboration théorique avec les travaux des Contrats Locaux de Sécurité (parce que, là-dessus, nous avons beaucoup travaillé), mais que nous sommes capables de faire vivre maintenant sur le terrain et de revendiquer un certain nombre de décisions.
Je finis en disant une chose simple. Quand l'Education nationale est incapable pour l'instant d'apporter une réponse simple à la question que nous avons soulevée depuis plusieurs mois : comment se fait-il qu'un certain nombre d'enfants et de jeunes adolescents sont en situation de déscolarisation et sèment la pagaille dans des établissements scolaires, terrorisent la communauté scolaire, que tout le monde (les maires, les élus) disent : voilà, celui-là, c'est le symbole, et que nous disons : "On ne peut rien faire, il faut attendre", vous pouvez faire tout ce que vous voulez après sur le droit à la sécurité, vous êtes jugé sur la base des actes et des décisions que vous avez prises ou pas.
Voilà, je crois, la réflexion que nous devons avoir. Je pense qu'il faut adosser la politique à un certain nombre de symboles. Je ne suis pas convaincu, je le dis comme cela amicalement, que la question salariale aurait donné la victoire dans un certain nombre d'élections municipales, mais je pense malgré tout que si nos candidats, justement par rapport à cette recherche d'identité, s'étaient adossés à cette revendication que nous avions mise en avant d'une conférence salariale pour poser le problème de l'augmentation des salaires, cela aurait été un petit "plus" qui n'aurait pas été inutile dans ces campagnes et qui aurait revendiqué une certaine identité que j'évoquais tout à l'heure.
J'arête là. Il y aura certainement beaucoup d'autres choses à dire. Je voudrais juste dire que la question qui nous est posée maintenant, et c'est simplement cela que je veux dire pour conclure, c'est bien au travers de ce qui nous est arrivé,

comme dit la formule, ni rire ni pleurer, mais comprendre, comprendre pour faire que le projet que nous allons porter, adossé aux succès remportés, soit irrigué par cette contestation et donne le sentiment que c'est effectivement le projet d'un autre ordre social.
(Applaudissements)

La présidente.- La parole est à Lionel Jospin et je vous donne lecture de la liste des gens qu'il nous reste à écouter derrière lui : Yvette Roudy, Marisol Touraine, Michel Vauzelle, Jean-Luc Mélenchon, Patrick Léveillé, Assante, Vibert, Alain Vidalies, Denise Cacheux et Kastenbach.
(Murmures)

Lionel Jospin

Monsieur le Premier Secrétaire, Madame la présidente, mes chers camarades, je sens cette énumération comme une incitation à faire bref…
Je voudrais dire que les choses me sont facilitées par le fait qu'à mon sens, et vous l'avez remarqué, notre Premier Secrétaire a magistralement tout à l'heure analysé ces élections municipales. Il en a été un acteur, un acteur victorieux, et il en est, je crois, un analyste précieux, même si son souci n'est pas simplement d'analyser mais de nous armer mieux et d'armer mieux le Parti pour la suite.
Moi, je n'ai pas préparé d'intervention. Je n'avais pas véritablement le temps, je ne savais d'ailleurs pas si je devais intervenir. Je me suis donc escrimé à écrire quelques lignes tout en vous écoutant et c'est le produit de cela, au fond, que je vous livre, mais après tout peut-être n'est-ce pas plus mal que ce soit simplement une réaction à un débat qui se mène dans l'instance présente de mon Parti. Je suis en tout cas content d'être avec vous.
J'avais envie de vous dire qu'il fallait prendre ces élections avec calme, avec une certaine placidité, mais je dois dire que la nature du débat tel qu'il s'est engagé ce soir, jusqu'à maintenant, m'a, de ce point de vue, si j'avais une inquiétude, apaisé, donné confiance, parce que je pense qu'il était le signe d'une très grande maturité, même si tout le monde ne s'est pas, bien sûr, exprimé de la même manière.
On le sait, on l'a répété, les élections intermédiaires dans un pays comme le nôtre sont toujours difficiles. Les Français n'ont jamais plébiscité leurs gouvernements, encore moins quand ceux-ci sont en place depuis près de quatre ans. En ce sens, il était peu sage de pronostiquer une vague rose.
Ne revenons pas sur ce passé immédiat - ce sont d'ailleurs pour l'essentiel plutôt les observateurs qui ont fait naître cette illusion - mais je crois qu'il faut que nous gardions cette leçon à l'esprit et que, dans quelques semaines ou dans quelques mois, lorsque, tout en travaillant, nous avancerons vers les prochaines échéances, et notamment si le climat paraît bon, nous ne tirions pas de plan sur l'avenir mais nous restions tout à fait lucides.
On l'a dit ici aussi, les élections ne se sont pas faites pour ou contre le gouvernement et je dois dire que j'ai été sensible à ce qu'a dit Gérard Collomb qui, avec tous ceux qui l'entouraient, a remporté une magnifique victoire à Lyon

Fondation Jean-Jaurès

et qui a eu, d'une certaine façon, l'élégance (mais je pense que c'est sa conviction) de dire que justement, si la politique du gouvernement, la nôtre depuis quatre ans, n'avait pas été celle-ci, en tout cas si elle avait été l'objet d'une sanction en tant que politique du gouvernement, politique nationale, il n'aurait pas conquis Lyon.

Je me demande simplement si nous n'avons pas un peu confondu le haut et le bas en ce qui concerne la droite. Je crois que nos résultats, qui sont réels dans un certain nombre de domaines, l'attention pas négative avec laquelle les Français nous regardent, malgré parfois des difficultés ou des coups de tabac, et les divisions profondes de la droite dans ses têtes, dans ses sommets politiques, dont des signes à nouveau se manifestent au lendemain même d'une élection qui ne leur est pas défavorable au moins dans un certain nombre de villes, nous ont peut-être fait confondre ce haut des sommets des partis politiques et ce bas, ou ces bas, où un certain nombre d'élus ou de candidats aux élections s'appuyaient sur une droite relativement rassemblée.

Je crois que comme cela a été dit aussi ici, même si le fait que les choses ne se soient pas jouées pour ou contre le gouvernement, d'une certaine façon, cela nous a peut-être aussi un peu endormis. J'ai eu l'occasion de dire dans quelques-uns des déplacements que j'ai faits qu'au fond l'arrière-plan sur lequel vous meniez vos campagnes était un arrière-plan relativement satisfaisant et que le débat pouvait se mener en quelque sorte localement. Oui. Mais du coup, il n'y a pas eu une dynamique qui nous a rassemblés au-delà de ce qu'étaient nos campagnes locales, nos approches, nos progrès, nos succès ou, éventuellement, nos divisions.

Je pense donc que ce point a manqué mais qu'en l'espèce on ne pouvait pas l'éviter totalement.

Henri Emmanuelli a parlé du souverain. Je crois qu'en l'espèce il vaudrait mieux dire - mais ce n'est pas une contradiction avec lui - "des" souverains, parce qu'en réalité le peuple s'est exprimé dans des lieux et selon des critères qui ont pu être différents selon les villes.

Ce que je voudrais dire aussi, c'est qu'il me semble, et les Français l'ont manifesté à plusieurs reprises, si nous regardons l'histoire récente, celle qui était avant nous et celle que nous avons vécue depuis quatre ans, que les Français, peut-être parce qu'ils sont moins engagés idéologiquement, moins idéologiquement armés, moins socialement déterminés, moins confiants aussi dans la vie politique et dans la vie publique, que les Français se décident librement à chaque élection, parfois dans des endroits différents, de façon contradictoire, selon des critères ou des humeurs qui sont les leurs.

Mais, de ce point de vue, je pense qu'il faut tirer comme leçon de cette élection, après d'autres, que chacune a son moment et sa logique et qu'il n'y a pas de raison absolue pour que les élections de 2002, législatives, présidentielle, obéissent à certains des éléments que nous avons pu constater dans ces élections locales. Il faut se garder donc de projeter une élection sur l'autre. Ni le temps ni la nature même de l'élection n'autorisent ces exercices. D'ailleurs, si l'on projetait l'élection européenne sur l'élection municipale, c'est le RPF de MM.

Pasqua et de Villiers qui aurait dû engranger puissamment dans ces élections municipales. Qu'est-ce qui s'est passé depuis ? Ils ont explosé en vol, leurs contradictions se sont manifestées. Oui ! Mais c'était quasiment les vainqueurs, en dehors de nous, des élections européennes dernières.
Je n'avais pas vraiment l'intention de parler des ministres qui se sont engagés dans cette élection, mais je suis amené à le faire par ce que Henri a dit à propos de la légitimité. Moi, je crois comme lui que la légitimité en démocratie, pour les fonctions publiques à l'évidence (pléonasme pour les fonctions électives), vient naturellement du suffrage et du suffrage universel. L'essentiel des Ministres choisis en 1997 ou d'ailleurs à l'occasion des remaniements faits depuis ont été choisis parmi les élus. Notamment dans les choix derniers j'ai veillé à ce que ce soit souvent des élus de terrain reconnus, y compris reconnus par les instances collectives auxquelles ils appartiennent, même si tel ou tel homme ou femme, par son talent, par ses engagements - je prendrai par exemple le cas de Kouchner - peut aussi bénéficier d'une sorte de légitimité autre et d'une capacité à agir dans un certain nombre de domaines.
Donc, la question de la légitimité, pour moi, n'est pas en cause. Pour moi, ce n'est pas cette question qui se pose dans le non cumul des mandats, c'est la question de la disponibilité et la question de l'efficacité.
Je pense que si cela a été un des atouts du gouvernement dans la dernière période qu'il ait disposé de ministres, indépendamment de leurs qualités, qui soient totalement ou pour l'essentiel pratiquement tout le temps engagés dans leurs fonctions ministérielles, la campagne municipale ou les mois qui ont précédé la campagne municipale elle-même nous ont posé quelques problèmes. On a bien vu qu'un certain nombre de nos titulaires avaient un peu l'esprit ailleurs ou le corps ailleurs quand ils menaient campagne et certainement qu'au séminaire gouvernemental, samedi, je demanderai à tous les ministres qui se sont engagés à nouveau, qui sont restés dans cette équipe (puisque aussi je l'ai souhaité) une disponibilité totale dans leurs tâches gouvernementales.
C'est donc pour moi un problème de disponibilité et d'efficacité.
Naturellement, j'ai laissé les Ministres libres de combattre. D'abord, je ne suis pas un caporal, on ne caporalise pas ce gouvernement, c'est une équipe d'hommes et de femmes libres. Un certain nombre d'entre eux, élus et qui ne l'étaient plus, par exemple, qui avaient renoncé à leur fonction (maires, par exemple), ont souhaité aller dans la bataille avec leurs camarades. C'était aussi un atout, après tout, pour mener cette campagne municipale et je ne me serais pas vu leur interdire en leur disant : non, vous avez choisi le non cumul en étant au gouvernement, vous ne devez pas partir dans la bataille.
Je les ai laissés libres d'aller au combat mais il ne devait pas y avoir de doute sur ce qu'était mon intention, encore qu'à la façon dont certains -je ne parle pas de nous, ni des ministres- certains observateurs se sont engouffrés dans une phrase que j'ai prononcée, je me suis dit que je n'aurais peut-être pas du la prononcer mais il était très difficile pour moi de marquer par une attitude confirmant absolument mes choix au moment de l'élection législative, que soit certains ministres qui partaient à la bataille ne seraient pas véritablement maires, soit s'ils

disaient : "Je serai maire", ils étaient désormais des ministres en sursis devant la complexité des problèmes auxquels ils sont affrontés et devant les milieux sociaux qu'ils ont très souvent devant eux.
Donc j'ai voulu respecter de ce point de vue là leur liberté et leur permettre de défendre leurs chances dans les meilleures conditions possibles. Je ne le regrette pas. Simplement peut-être que dans certains cas, amicalement dans notre Parti, ou hors de notre Parti, j'ai parfois donné mon sentiment, aurais-je dû dire peut-être davantage -mais comment pouvais-je juger à la place cde certaines ou de certains ?- ma crainte de la difficulté de la tâche.
Je voudrais rappeler que au-delà d'un cas, et Jack s'en est expliqué, je crois qu'il a expliqué ce qui s'était passé, il a été battu de très peu et je pense que tout le monde considérera que c'est un bon ministre et un ministre utile à notre cause par l'action qu'il mène. En dehors de lui, tous les ministres qui se sont présentés sur des listes qu'ils avaient conduites ou sur lesquelles ils étaient dans des villes qui étaient des villes de gauche, ont été réélus, quant aux quatre qui n'ont pas été élus, je rappelle qu'ils sont partis à la conquête, peut-être ont-ils eu pas tout à fait assez de lucidité et plus encore notre affectivité car je sais que souvent ce sont leurs propres camarades de parti, ce sont les militants qui étaient avec eux, qui leur ont dit : "Tu dois y aller parce que sans toi nous n'avons pas de chance…" et ils y sont allés, peut-être aurais-je dû les aider à prendre une autre décision.
Moi je ne suis pas de la culture va-et-victiste, oui, honneur aux victorieux, cela me fait plaisir de voir Gérard Collomb et cela me fait plaisir de voir Bertrand Delanoë ou François Rebsamen et bien d'autres, mais je pense que ces camarades ont mené un combat pour nous, pour nos idées, dans quatre villes extrêmement difficiles, je pense qu'ils méritent d'être respectés pour ces combats. A moins naturellement qu'il ne faille désormais mener de combat qu'avec la certitude de les gagner, si c'était le cas soyez prudents pour 2002… mais ce ne sera pas mon mot de conclusion.
(Applaudissements)
Je pense que les circonstances ont été beaucoup locales mais tout cela a été analysé, je ne vais donc pas y revenir. Cela ne veut pas dire qu'il ne faille pas non plus tirer des leçons au niveau national, et là je voudrais aborder deux questions, d'ailleurs l'une proche de l'autre, qui ont déjà été traitées par tel ou tel de ceux qui m'ont précédé.
La question de la défaillance, de l'abstention des milieux populaires, c'est pour moi une question réelle mais à condition de considérer qu'elle n'est pas nouvelle, ça n'est pas avec ce Gouvernement que s'est créé un taux d'abstention fort dans les milieux populaires ou dans une partie de la jeunesse. Même si cela est important pour nous, parce que c'est vrai que normalement les milieux populaires devraient voter davantage pour la Gauche et les jeunes votent en principe plus pour la Gauche, en tous cas plus pour la Gauche que les personnes plus âgées.
Mais Gérard a bien dit tout à l'heure à quel point le poids de la crise, de cette longue crise, que nous avons traversée, la déstructuration sociale qui s'est produite, a provoqué un éclatement des consciences et une modification dans les

modes d'être, dans les modes d'être aux autres et je pense que cette déstructuration qui s'est produite explique de façon durable ou structurelle ces taux d'abstentions.
A condition aussi de considérer qu'elle est variable parce que dans des combats importants il semble bien que ce qu'on appelle les milieux populaires ou les jeunes se sont mobilisés justement plus fortement lorsque l'enjeu était clair, c'est la leçon, on aura par exemple un taux d'abstention qui a reculé ou un taux de participation qui a progressé ou l'on a une mobilisation relativement forte des jeunes et d'une partie des milieux populaires.
Ce qui pose problème ce n'est pas cette situation parce qu'elle est pratiquement une donnée, ce qui me pose problème, ce qui doit nous poser problème, c'est qu'en quatre ans de gouvernement, malgré une politique dont je m'efforçais de montrer cet après-midi à l'Assemblée nationale, en quoi elle était orientée dans le sens des intérêts des classes populaires, nous n'avons pas fait reculer ce taux d'abstention et c'est un vrai problème devant nous. Mais vous savez très bien que les réponses à cette question sont difficiles.
Le thème de l'insécurité a joué un rôle fort. Finalement on peut se demander s'il n'y a pas eu dans cette élection de 2001 un petit effet 1983, ceux des municipales de 1983, se souviendront que nous avions là été balayés et avec des pertes beaucoup plus fortes, balayés par le thème de l'insécurité et de l'immigration. L'immigration était là en sourdine, nous n'y sommes pas pour rien je crois, grâce à la politique que nous avons conduite, encore que dans telle ou telle municipalité, je pense que ces associations devaient être faibles mais le thème de l'insécurité a été utilisé et s'il y a eu une thématique nationale elle a été là, simplement cela s'est fait paradoxalement avec un certain retour au bercail de l'extrême-droite alors que 1983 avait été au contraire le signe du lancement, le moment du lancement et de l'émancipation, une extrême-droite forte en France.
Alors nous devons répondre à ces questions. Déjà je crois que nous avons changé le discours. Nous avions changé nos approches, nous avons admis que c'était une priorité, nous avons rompu avec un certain angélisme que j'avais critiqué moi-même, souvenez-vous, il y a des années, maintenant, lorsque j'étais Premier secrétaire du Parti Socialiste, mais en même temps et Daniel Vaillant ne me démentira pas, il est extrêmement difficile sur ces questions qui, là aussi, sont le produit de ces déstructurations fortes, d'être efficace à court terme.
Je sais que Julien Dray a travaillé sur ces questions, j'apprécie qu'il participe à cette discussion, à ce débat. Mon sentiment parfois, je le dis à Daniel, à Marylise, et que si nous voulions apporter des réponses relativement rapides à des phénomènes qui sont parmi ceux qui affectent le plus la population autour de nous, notamment dans ce qu'on appelle les milieux populaires, par exemple casser les phénomènes de bandes, mettre à l'écart des dizaines et des dizaines de jeunes dont on sait qu'ils terrorisent, qu'ils démoralisent, eh bien nous serions obligés d'employer des méthodes dont je pense qu'elles poseraient un problème majeur au sein de la majorité plurielle.
Quand il a fallu mettre en place les Centres de Placement Immédiat, quand on a mis cela en place, les discussions avec les associations de droits de l'homme,

avec les éducateurs de la protection judiciaire de la jeunesse, y compris parmi une partie de nos élus, donc, chers camarades, je veux que vous sachiez que si nous voulions être plus directement plus immédiatement efficaces, nous serions peut-être obligés de le faire avec des modalités dont je ne suis pas sûr qu'elles nous rassembleraient, elles produiraient sans doute un très grand débat. Donc je pense qu'il faut absolument s'investir sur ce dossier mais que malheureusement les résultats ne pourront pas être immédiatement au rendez-vous.

Deuxième question, elle est connexe, la question de l'orientation de la politique gouvernementale. Qu'est-ce que c'est au fond que cette politique que nous essayons de conduire ? C'est que nous prenons en compte la globalisation, la mondialisation telle qu'elle existe comme une donnée, une donnée puissante, nous reconnaissons la nécessité de la compétition et nous devons armer l'économie et même je dirais la société française dans sa psychologie, dans ses attitudes, dans la compétition mondiale. Sinon nous serions irrémédiablement distancés et d'ailleurs nous ne pourrons pas préserver les emplois que nous avons créés. Nous devons respecter les exigences européennes. Le Parti est très européen, oui, mais l'Europe formule un certain nombre d'exigences et même si nous avons infléchi ses priorités, même si nous sommes capables de marquer des refus comme nous l'avons fait à Stockholm -et c'est nous qui l'avons fait, c'est le Gouvernement qui l'a fait, ensuite cela a suivi, mais c'est quand même nous qui avons marqué ce coup d'arrêt- même si nous sommes capables de le faire, nous n'avons pas de solutions dans le repli national, donc nous devons être capables d'armer notre pays dans cette bataille économique mondiale.

Dans le même temps, tout ce que nous pourrons faire en matière sociale, en matière de progrès social, en matière de réforme, nous nous efforçons de le faire et nous ne pouvons ni négliger ce volontarisme économique dont nous avons fait preuve, ni cette volonté de réforme sociale mais nous ne pouvons pas non plus négliger l'environnement international qui était sur nous, y compris avec les dimensions des marchés financiers par exemple.

Je constate que nous sommes un des pays qui a les meilleures performances dans l'union européenne aujourd'hui, et je ne vois pas le gouvernement dans l'union aujourd'hui, dont vous pourriez dire qu'il mène une politique plus à gauche que la nôtre.

D'ailleurs vous trouveriez difficilement, même si bien sûr, les situations ne sont pas transposables, quand on est en Amérique Latine ou en Afrique ou même en Asie, un pays significatif qui mène une politique plus orientée à gauche que celle que nous faisons aujourd'hui.

Si nous nous distinguons des autres ce n'est pas par le social-libéralisme, c'est plutôt au contraire par un attachement à un certain nombre de valeurs et à l'utilisation d'un certain nombre d'instruments, les 35 heures par exemple, ou les emplois jeunes, que par une volonté de réguler les marchés, par une volonté de défendre les services publics, dont je peux vous dire que cela ne fait pas - Henri Nallet était avec moi et François Hollande également à la réunion des premiers Ministres et des leaders socio-démocrates jeudi soir à Stockholm -, cela ne fait

pas la base moyenne de nos partenaires sociaux démocrates dans l'Union Européenne. Il ne faut donc pas se tromper là-dessus.
Je pense qu'il faut bien rappeler que nous ne menons pas une politique sociale libérale, même si je suis d'accord - et j'y viendrai en conclusion, d'ailleurs j'approche de ma conclusion - : nous devons faire de la politique mais à condition de défendre la politique que nous menons.
Le Séminaire gouvernemental de samedi va devoir examiner comment nous orientons les choix que nous allons faire dans l'année qui vient, non seulement des choix dans nos projets, dans nos propositions de lois, dans nos équilibres, et ce débat a déjà commencé avec le groupe parlementaire, mais de façon plus profonde : que fait-on ? Quelles inflexions apportons-nous ? Sur quels points ? Pourquoi en même temps - je n'ai pas senti de divergences entre nous là-dessus - doit-on garder fondamentalement le même cadre ?
Cela ne veut pas dire que l'on ne doit pas faire tel ou tel geste à tel ou tel moment, mais sur quoi bouge-t-on ? Que laisse-t-on aux projets ? Qu'est-ce que cette dernière année ? Je n'ai pas l'esprit clair encore, je l'aurais peut-être un peu plus samedi, j'aurais eu le temps d'y réfléchir. Là, je n'ai pas encore eu le temps, mais qu'est-ce que cette dernière année ?
Est-ce une dernière année dans laquelle on essaie de presser un certain nombre de projets pour rattraper une opinion à tel ou tel endroit, dont on penserait qu'elle a viré ? Est-ce que c'est simplement une fin de législature où l'on avance en ordre nos projets ? Qu'est-ce qu'on bouge, et que laisse-t-on pour le futur rendez-vous, pour la future plate-forme, pour le futur contrat avec le Peuple ? C'est une vraie question aussi de dimension non seulement de choix gouvernemental, mais de choix politique et soyons sûrs que ces choix, comme d'habitude nous les ferons au Gouvernement, avec le Parti, avec nos groupes, et bien sûr avec la majorité plurielle.
Puisque je parle du Parti je veux vous dire que j'ai opéré un remaniement ministériel limité. J'ai remplacé Louis Besson qui a choisi de diriger sa mairie de Chambéry et j'ai compris son choix.
Je le remercie hautement pour ce qu'il a apporté à ce gouvernement pendant 4 ans de compétence, d'engagement, de précision et de conviction… (applaudissements)…
Je comprends son choix, nous en avons parlé tous les deux de façon amicale et sur ma proposition, le Président de la République, a nommé Marie-Noëlle Lienemann comme Secrétaire d'Etat, adjoint au Logement - Dominique Gillot - cela vient d'être fait, cela n'avait pas été annoncé mais maintenant que c'est annoncé, je peux le dire - a fait le même choix.
Dominique Gillot a fait le même choix de diriger la mairie qu'elle a conquise de haute lutte. Pour elle, les choses n'ont pas été faciles parce qu'elle a remplacé Bernard Kouchner qui était parti, comme vous le savez, au Kosovo, et elle a eu à s'effacer ou à prendre une autre fonction lorsque Bernard est revenu, dans des conditions qui n'ont pas toujours été pour elle très faciles. Elle les a acceptées avec sens politique, dignité personnelle et esprit d'amitié. Je la remercie, elle aussi, pour le travail qu'elle a accompli.

(Applaudissements)
Le Président de la République a nommé, toujours sur ma proposition, Paulette Guinchard-Kunsler, Secrétaire d'Etat aux personnes âgées.
J'ai rattaché les handicapés au secteur de Ségolène Royal, y compris parce qu'on m'avait donné quelques indications selon lesquelles les personnes âgées et les handicapés ne devaient pas forcément être sous le même intitulé.
Ségolène Royal, ministre déléguée auprès d'Elizabeth Guigou, ministre de la famille, de l'enfance et des personnes handicapées, et Paulette, toujours auprès d'Elizabeth Guigou, secrétaire d'Etat aux personnes âgées, Marie-Noëlle Lienemann exerçant son secrétariat auprès de Jean-Claude Gayssot.
Je termine sur la majorité plurielle.
Chers camarades, j'ai contribué à la faire naître, même si Jean-Christophe Cambadélis y a peut-être, à certains moments où j'étais un peu en difficulté y compris de santé, travaillé plus que moi, et je le remercie. J'ai contribué à la faire naître et à la faire vivre, je continue à contribuer à la faire vivre avec vous, et je sais le rôle très important que vous jouez tous, et notamment les présidents de groupe, et plus encore le Premier Secrétaire. Donc je suis bien placé pour mesurer sa fragilité.
Quand on examine chacune des composantes, on le sent bien, et en même temps je pense qu'aujourd'hui - je ne sais pas ce que ce sera dans plusieurs années - s'arrête la construction politique la plus précieuse.
Au-delà des problèmes de crises parlementaires récurrentes en Italie, souvenez-vous de ce qui s'est passé en Italie lorsqu'ils ont laissé se défaire l'olivier. C'était après les mêmes forces politiques, la même addition, mais il y avait une magie de la politique, une force de l'agrégat, une formulation politique pour l'opinion qui avait perdu de son prestige.
Aujourd'hui nous avons cette majorité plurielle et, malgré ses difficultés et sans chercher qui sera sur le podium, il faut continuer à la faire vivre.
Je pense que les leçons tirées par Philippe Bassinet, comme par François Hollande ou par François Rebsamen, étaient extrêmement claires à cet égard. Personnellement, même si ce n'est pas à moi de m'en occuper maintenant, je souhaite que les leçons soient tirées.
Je voudrais terminer en disant que j'approuve tout à fait une formulation qui a été celle d'Henri Emmanuelli : il faut faire de la politique.
Mais je suis absolument convaincu qu'en 2002 nous ferons de la politique. Ce ne sera pas les élections municipales, il s'agira d'autre chose et, à travers cette autre chose, à travers cette dynamique, et j'espère bien que nous aurons la capacité de la créer, et quels que soient les échéances et l'ordre des échéances, je crois que nous saurons faire surgir notre identité et une identité.
Puisque c'était les trois mots que chacun voulait utiliser, oui, moi aussi je pense que tout est ouvert. Nous n'avons pas de certitude de gagner en 2002, mais il n'y a aucune fatalité de la défaite.
Je voudrais vous dire que, à un an de notre troisième législature de gouvernement, c'est la première fois que cela se produit.

C'est la première fois qu'après quatre ans de gouvernement, les choses soient ouvertes pour la Gauche au pouvoir, et je pense qu'il faut s'appuyer sur cette réalité.
Ce résultat mitigé, contrasté des élections municipales peut réveiller notre vigilance, aiguiser notre lucidité et renouveler notre mobilisation. Je pense que, même si son objet n'était pas celui-là - c'était d'élire les maires et des conseils municipaux - ce résultat n'aura peut-être pas été inutile.
(Vifs applaudissements)

La présidente - Il y a 11 inscrits dont la première est Yvette Roudy.
(L'assemblée se lève)
Il semblerait que l'essentiel des orateurs, sauf avis contraire de leur part, se sont exprimés.
Nous allons donc lever la séance.
Vous vous rendez, si vous le souhaitez, à l'Hôtel de Lassay avec vos badges.
Rendez-vous au prochain conseil national le 30 juin !
(La séance est levée)

Coll. Fondation Jean-Jaurès